



Université Abderrahmane Mira de Béjaïa

Faculté des Science Economiques, Commerciales et des sciences de Gestion

Mémoire de fin de cycle

En vue d'obtention du diplôme de Master

Spécialité : Comptabilité Audit

Thème

AUDIT INTERNE DES IMMOBILISATIONS

Cas : Danone Djurdjura



Elaboré par :

BELFARES Yasmine

Encadré par :

TOUAZI Baizid

2021-2022

Remerciement

Mon stage de fin d'études ne serait réalisé sans l'aide de plusieurs personnes. J'aimerais faire part de l'expression de ma gratitude envers tous ceux qui m'ont soutenu, de près et de loin, moralement et professionnellement.

*Ma profonde gratitude et reconnaissance s'oriente à tout le personnel du **Danone Djurdjura Algérie**, qui nous ont toujours réservé le meilleur accueil, leurs encouragements inlassables, leurs gentillesse infinie et surtout leurs disponibilité permanente.*

*Je tiens à remercier spécialement Mr **Yahiaoui Nassim**, responsable du contrôle interne, d'avoir accepté de m'accueillir au sein de Danone Djurdjura, mais également d'avoir répondu présent à chaque besoin.*

*Mes plus profonds remerciements s'adressent à Monsieur **Touazi Baizid**, qui m'a encadré. Je le remercie pour sa disponibilité, sa réactivité et son amabilité.*

Enfin, je ne pourrai finir sans exprimer ma gratitude envers ma famille, mes amis qui étaient là pour me soutenir dans les bons et mauvais moments.

Dédicaces

Je dédie ce travail de recherche à :

La mémoire de mon cher père, qui nous a quitté très tôt

Ma chère maman,

Mes frères,

Mes cousins,

Mes amis,

Toutes les personnes qui ont toujours cru en moi.

Liste des abréviations

AI : Audit Interne

AMF : Autorité des Marchés Financiers

CDR : Comité des Régions

CI : Contrôle Interne

COSO : Committee Of Sponsoring Organizations of treadway commission.

DANGo: DANONE Governing and Operating Processes

DDA : Danone Djurdjura Algérie

FRAP : Feuille de Révélation et d'analyse de Problème

IERSE : Institut d'Etudes et de Recherche pour la Sécurité des Entreprises

IFACI : Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes

Obs. :Observation

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMI : Petites et Moyennes Industries

PWC : Price Waterhouse Coopers

QCI : Questionnaire du Contrôle Interne

Réf : Référence

SCI : Système du Contrôle Interne.

SPA : Société Par Action

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction Générale -----	01
Chapitre 1 : Généralités sur les immobilisations -----	03
Introduction -----	21
Section 1 : définitions-----	05
Section N° 2 : compositions de l'actif immobilisé -----	07
Section N° 3 : Les objectifs et la nécessité du cycle des immobilisations -----	11
Section N° 4 : Les risques liés aux processus des immobilisations et les dispositifs de maîtrise ---	14
Conclusion -----	19
Chapitre 2 : fondements théorique sur l'audit interne -----	20
Introduction -----	21
Section 01 : Rappel sur le système de contrôle interne -----	22
Section 02 : Le concept de risque-----	28
Section 03 : L'audit interne-----	30
Conclusion -----	40
Chapitre 3 : la mission d'audit interne du cycle immobilisation -----	41
Introduction -----	42
Section 1 : Démarches d'audit du cycle immobilisation -----	43
Conclusion -----	48
Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations chez Danone Djurdjura -----	49
Introduction -----	50
Section1 : Présentation de Danone Djurdjura-----	51
Section 02 : La réalisation d'une mission d'audit interne des immobilisations chez DANONE DJURDJURA-----	55
Conclusion -----	77
Conclusion générale -----	78
Bibliographie	
Annexe	
Résumé	

Liste des tableaux et des figures

Liste des tableaux

Tableau 1: les principaux comptes comptables des immobilisations incorporelles	8
Tableau 2: les principaux comptes comptables des immobilisations corporelles	9
Tableau 3: les principaux comptes comptables des immobilisations financiers.	10
Tableau 4: Récapitulatif des risques liés à la gestion des immobilisations et dispositif de maîtrise	14
Tableau 5: Comparaison entre l'audit interne et l'audit externe	32
Tableau 6: Le tableau d'identification des risques	45
Tableau 7: tableau des risques	58
Tableau 8: les pistes d'audit, les points de contrôle et les risques à examiner	60
Tableau 9: le planning prévisionnel de réalisation de la mission d'AI des immobilisations	61
Tableau 10: le programme de travail	62
Tableau 11: QCI	66

Liste des figures

Figure 1: les éléments du CI d'une organisation selon COSO:	25
Figure 2: exemple d'une lettre de mission:	44
Figure 3: Organigramme de Danone.	54
Figure 4: la lettre de mission	57

Introduction générale

Introduction générale

L'audit a pour objectif de fournir une assurance que les informations sont fidèles, transparentes et utiles à l'entreprise et autres utilisateurs. Aussi, il est connu également sous le nom de la vérification ou de la révision. De même, en plus d'être une obligation légale il peut être aussi une question interne dans de nombreuses entreprises. Dans ce cas, on parle d'audit interne.

En outre, les immobilisations sont des actifs dont l'utilisation est durable, un bien dont l'entreprise se sert durablement pour réaliser ses activités. Elles constituent une partie importante dans l'actif de l'entreprise tant en terme d'investissements qu'en terme de moyens servant aux activités d'exploitation. De ce fait, il est nécessaire de pouvoir s'assurer de la réalité de leur existence ainsi que du reflet de cette réalité au niveau des états financiers de l'entreprise.

Elles constituent la partie la plus importante dans l'actif de l'entreprise. De ce fait, l'information sur les immobilisations est très importante pour l'entreprise et autres utilisateurs. De par leur importance, la vérification sur la transparence des informations sur les immobilisations est primordiale. A cet effet, souvent il est mit dans l'entreprise une fonction ou un service appelé audit interne, qui parmi ces taches est de réaliser un audit interne des immobilisations. Donc, il est important de poser la question sur le processus de ce type d'audit à savoir : Quel est le processus d'audit interne des immobilisations chez l'entreprise DANONE Djurdjura Algérie ?

Pour répondre à cette question il est nécessaire de comprendre et de répondre aux questions secondaires suivantes :

- Qu'est ce que les immobilisations de l'entreprise ?
- Quelles sont les outils de gestion du process des immobilisations ?
- Qu'est-ce que l'audit interne et le contrôle interne ?

da ns le but de répondre aux exigences de notre travail, telles que les problématiques précédemment posées, nous avons choisi une méthodologie de recherche théorique basée d'une part, sur la revue de la littérature, consultation des documents, ouvrages, sites internet, etc., plus une étude de cas pratique chez l'entreprise Djurdjura DANONE laquelle est basée sur des descriptions, l'analyse.

Hypothèses

D'après nos connaissances, nous proposons les réponses provisoires suivantes aux questions posées :

- H1- L'audit interne demeure une fonction incontournable dans l'amélioration de la performance durable dans l'entreprise
- H2- L'audit interne peut contribuer à rendre l'entreprise plus performante en évaluant son dispositif de contrôle interne
- H3- La bonne conduite d'une mission d'audit interne assure la maîtrise des risques de l'entité.
- H4- La performance d'une entreprise peut être accrue grâce au respect méticuleux des recommandations des auditeurs et au suivi permanent de celles-ci.

Pour répondre aux questions posées, nous estimons utile de suivre le résumé suivant du plan :

Dans le premier chapitre on mettra l'accent sur les généralités des immobilisations. Ce dernier est composé de trois sections : la première est réservée à la définition et les types des immobilisations, la deuxième aux objectifs et la nécessité du cycle immobilisations et enfin la troisième aux risques liés aux processus des immobilisations.

Le second chapitre est consacré aux fondements théoriques de l'audit interne. Il est subdivisé en trois sections : la première exposera un rappel sur le système de contrôle interne, la deuxième traitera le concept du risque et enfin la troisième est réservée à l'audit interne.

Le troisième chapitre sera consacré à la conduite d'audit interne du cycle des immobilisations.

Et enfin le dernier chapitre, la réalisation d'une étude cas chez DANONE Djurdjura.

Chapitre 1 : généralités sur les immobilisations

Introduction du chapitre :

Pour la réalisation de leurs opérations, les organisations sont amenées à découper leurs activités respectives en cycle d'exploitation.

En effet, ces cycles garantissent aux organisations une vue globale de l'ensemble de leurs activités. Ils permettent la réalisation et la rationalisation de leurs opérations dans le but d'atteindre leurs objectifs.

Les immobilisations sont l'objet de nombreuses règles comptables dont la maîtrise est une nécessité pour l'auditeur. Nous consacrons ce premier chapitre à la description du cycle des immobilisations, leurs compositions, leurs objectifs ensuite les risques liés aux processus des immobilisations et les dispositifs de maîtrise.

Section 1 : définitions

1.1. définition d'un actif:

Article 211-1 du règlement n° 2004-06 du 24/11/04 paru au JO du 01/01/05 : « Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est à dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs. »¹

1.2. définition d'un actif immobilisé :

L'objet du bilan est de recenser à un instant donné l'ensemble des actifs de l'entreprise d'une part et l'ensemble de ses moyens de financement (ses passifs) d'autre part. Les actifs immobilisés, appelés « actifs non courants » dans le référentiel comptable IFRS : tout ce qui est nécessaire à l'exploitation et qui n'est pas détruit par celle-ci à chaque cycle. Ce sont des biens qui gardent donc une certaine valeur (la diminution de cette valeur est constatée par la technique de l'amortissement et de la dépréciation). On distingue les immobilisations corporelles (terrains, bâtiments, machines, etc.) et les immobilisations incorporelles (marques, brevets, fonds de commerce, etc.) et les immobilisations financières. Lorsque l'entreprise détient par exemple les actions d'une autre entreprise (à long terme), celle-ci sont comptabilisées en immobilisations financières.²

Les actifs non financiers sont constitués des éléments d'actifs acquis, construits, développés ou mis en valeur qui normalement, ne produise pas de ressources servent à rembourser les dettes existantes. Ces éléments ont par ailleurs les caractéristiques suivantes³ :

- Ils sont normalement utilisés pour fournir des services publics ;
- ils peuvent être consommés dans le cours normal des activités ;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal.

Il est intéressant de distinguer, au sein des immobilisations, des actifs d'exploitation de bureau, usines, filiales de commercialisations, et les actifs hors exploitation qui n'ont rien à voir avec l'activité de l'entreprise (immobilier loué à des tiers, filiales à l'activité très différente ou périphérique...) et seront donc exclus de l'actif économique de l'entreprise.⁴

1.3. Place du cycle immobilisation :

¹ <http://ressources.unit.eu/cours/kit-gestion-ingenieur/Chapitre-2/Compta-gestion-ingenieur/ING-P1-05/PDF/ING-P1-05.pdf>

² Pierre Vernimmen- Pascal Quiry- Yann Le Fur, « *Finance d'entreprise* », 16ème, éditions Dalloz Gestion, Paris ,2018 p48.

³ Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public, chapitre « *fondements conceptuels des états financiers* », le 30 mars 2004, p42

⁴ Pierre Vernimmen- Pascal Quiry- Yann Le Fur, op.cit., p.50

Les immobilisations occupent une place importante dans l'entreprise. Situées dans l'actif du bilan, elles constituent une ressource qui contribue directement ou indirectement au bénéfice de l'entreprise. Elles comprennent indistinctement toutes les immobilisations existant dans l'entreprise, affectées aux opérations professionnelles, ou aux opérations non professionnelles, qu'elles soient ou non amorties. Les immobilisations affectées aux opérations professionnelles sont les biens de toute nature meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, acquis ou créés par l'entreprise, non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instrument de travail⁵.

Les immobilisations affectées aux opérations non professionnelles sont des biens de toute nature meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, acquis ou créés par l'entreprise, qui ne servent pas d'instrument de travail⁶.

⁵ Pierre Vernimmen- Pascal Quiry- Yann Le Fur, op.cit., p.54

⁶ Ibid.

Section N° 2 : composition de l'actif immobilisé :

On regroupe les immobilisations en 3 grandes catégories: les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les immobilisations financières.

2.1. Les immobilisations incorporelles :**2.1.1. Définition :**

Le système comptable financier a défini les immobilisations incorporelles comme (§121-2 de l'arrêté du 25 mars 2009) « Une immobilisation incorporelle est un actif identifiable, non monétaire et immatériel, contrôlé et utilisé par l'entité dans le cadre de ses activités ordinaires».

Il s'agit par exemple de fonds commerciaux acquis, de marques, de logiciels informatiques ou autres licences d'exploitation, de franchises, de frais de développement d'un gisement minier destiné à une exploitation commerciale⁷.

Cette définition dit que l'immobilisation incorporelle est un actif sans substance physique, non monétaire, séparé par des activités de l'entité (par exemple : il peut être loué, échangé, vendu...etc.) et il résulte des droits contractuels et autres droits légaux.

L'actif se caractérise par la notion du contrôle⁸ :

C'est-à-dire une entité contrôle un actif si elle a le pouvoir d'obtenir les avantages économiques futurs découlant de cet actif et si elle peut également restreindre l'accès des tiers à ces avantages.

La capacité d'une entité à contrôler les avantages économiques futurs découlant d'une immobilisations incorporelle résulte de droits légaux et contractuels qu'elle peut faire valoir par devant un tribunal en cas de litige.

2.1.2. Typologie des immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles concernent plusieurs types d'actifs comme⁹ :

- frais d'établissement : engagés lors de la création ou du développement de l'entreprise.
- frais de recherche appliquée et de développement (frais de conception, d'essais de nouveaux produits, de nouveaux procédés, de nouveaux logiciels, ...).
- brevets, licences, procédés, logiciels, ... acquis ou produits par l'entité.
- droit au bail : versement effectué par l'entité au propriétaire pour l'utilisation d'un local commercial.
- fonds commercial : éléments acquis du fonds de commerce (clientèle ou achalandage, enseigne, ...).

⁷ Journal officiel de la République, www.joradp.dz, page 08.

⁸ Conseil national de la comptabilité, Manuel de comptabilité financière, Ed ENAG, 2013, page 41.

⁹ <http://ressources.unit.eu/cours/kit-gestion-ingenieur/Chapitre-2/Compta-gestion-ingenieur/ING-P1-05/PDF/ING-P1-05.pdf>

Les comptes envisagés par le Système Comptable Financier pour enregistrer les immobilisations incorporelles sont les suivantes¹⁰ :

Tableau 1: les principaux comptes comptables des immobilisations incorporelles

N° de compte	INTITULE
203	Frais de recherche et de développement ;
204	Logiciels informatiques et assimilés ;
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques ;
207	Ecarts d'acquisition ;
208	Autres immobilisations incorporelles.

Source : Note méthodologique de première application, Les actifs et passifs financiers, page 04

2.2. Immobilisations corporelles :

2.2.1. Définition :

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours¹¹.

2.2.2. Les principaux comptes :

Les immobilisations corporelles regroupent¹² :

- terrains : propriété du sol, du sous-sol, du sous-sol.
- agencements et aménagements des terrains.
- constructions : bâtiments, leurs installations, leurs agencements.
- installations techniques, matériel et outillage industriels.
- autres immobilisations corporelles (matériel de transport, matériel de bureau et d'informatique, mobilier, ...).

La nomenclature des comptes du SCF prévoit les sous rubriques suivantes¹³ :

¹⁰ Note méthodologique de première application, Les actifs et passifs financiers, page 04

¹¹ <https://www.joradp.dz/ftp/jo-francais/2009/f2009019.pdf>

¹² <https://www.flf.fr/glossaire/immobilisation>

¹³ www.compta-online.com/immobilisations

Tableau 2: les principaux comptes comptables des immobilisations corporelles

N° de compte	INTITULE
211	Terrains
212	Agencement et aménagements de terrain
213	Constructions
215	Installations techniques, matériels et outillages industriels
218	Autres immobilisations corporelles
2181	installations générales, agencements, aménagements divers
2182	matériel de transport
2183	matériel de bureau et matériel informatique
2184	meublier de bureau
2186	emballage récupérables

Source : Note méthodologique de première application, Les actifs et passifs financiers, page04

2.3. Les immobilisations financières :

2.3.1. Définition :

Un actif financier désigne tout actif qui est¹⁴ :

- De la trésorerie ou quasi trésorerie (placement inférieur à une année)
- Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou un actif financier : placement supérieur à une année, obligation, action, bon de trésor, créances clients, prêt sans intérêt, prêt au personnel... etc.
- Décharge des instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables.

2.3.2. Les principaux comptes :

Dans le plan comptable général, les immobilisations financières sont classées dans les catégories suivantes :

- titres de participations et créances rattachées à des participations.
- titres immobilisés.
- prêts (accordés par l'entreprise à des tiers). o dépôts et cautionnements versés à des tiers.

¹⁴Note méthodologique de première application, Les actifs et passifs financiers, page 04

On retrouve en comptabilité les immobilisations financières dans les comptes de classe 26 et 27. Il s'agit notamment des titres de participation, des prêts accordés, des dépôts et des cautions ¹⁵ :

Tableau 3: les principaux comptes comptables des immobilisations financiers.

N° de compte	INTITULE
261	Titres de filiales
262	Autres titres de participation
265	Titres de participation évalués par équivalence
266	Créances rattachés à des participations hors groupes
267	Créances rattachés à des participations hors groupe
268	Créances rattachés à des sociétés en participations
269	Versement restant à effectuer sur titres de participation non libérés
271	titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille
272	titres représentatifs de droit de créances (obligations, bons)
273	titres immobilisés de l'activité de portefeuille
274	prêts de créances sur contrat de location-financement
275	dépôts de cautionnements versés
276	autres créances immobilisées

Source : Note méthodologique de première application, Les actifs et passifs financiers, page 04

¹⁵ Ibid.

Section N° 3 : Les objectifs et la nécessité du cycle des immobilisations et les différents processus attachés au cycle immobilisation :

3.1. Les objectifs

Le cycle est une composition de fonction. Une analyse des opérations du cycle immobilisations permet de comprendre un certain nombre d'objectifs qui lui sont assignés. Il s'agit entre autres¹⁶ :

- La bonne politique d'investissement ;
- L'acquisition économique des biens ;
- La sauvegarde et la protection du patrimoine.

Cependant, pour atteindre ces objectifs, l'entreprise doit mettre en place des procédures de contrôle interne efficace. Ces objectifs de contrôle sont les suivantes¹⁷ :

- s'assurer que les fonctions sont suffisamment séparées ;
s'assurer que les biens sont protégés des risques de vols, incendies, détériorations et détournements ;
- s'assurer que les biens ont été acquis dans de bonnes conditions (autorisation, régularité) ;
- s'assurer que toutes les immobilisations ont été enregistrées et bien évaluées ;
- s'assurer que les immobilisations sont suivies régulièrement.

3.2. La nécessité:

La nécessité de ce cycle réside dans le fait qu'il permet le suivi et le contrôle des opérations, allant de la budgétisation jusqu'à la sortie de l'immobilisation du patrimoine de l'entreprise. Ce suivi permet de détecter les risques qui y sont liés ainsi que les forces et les faiblesses qui figurent dans les fonctions du cycle¹⁸.

3.3. Les différents processus attachés au cycle immobilisation :

3.3.1. Acquisition ou amélioration des immobilisations

Le montant des dépenses d'investissement envisagées ou envisageables est le plus souvent bien supérieur aux fonds disponibles dans l'entreprise *ou* susceptibles d'être mis à sa disposition.

Des lors, il est nécessaire que l'ensemble des dépenses projetées fasse l'objet d'un examen général permettant une sélection raisonnable des dépenses à consentir.

Cet examen comprend¹⁹:

- l'établissement d'une liste des investissements possibles;
- la détermination d'une enveloppe destinée à l'investissement;

¹⁶ Renard, *théorie et pratique de l'audit interne*, Ed : d'Organisation, 2007, page 178.

¹⁷ Barry, *Audit Contrôle interne*, 2009, page 67.

¹⁸ Obert, *le petit IFRS*, Ed : Dunod, 2012, page 375.

¹⁹ Audit des immobilisations corporelles : cas pratique d'une société industrielle, élaboré par R. Najim et Z. Martial sous encadrement de M. Mountassirt, ISCAE, page 11.

- l'analyse de la rentabilité ou de l'utilité des investissements prévus: ainsi un projet apparemment moins rentable qu'un autre peut toutefois être retenu au vu de considérations a long terme;
- la sélection des projets dans le cadre d'un budget d'investissement;
- l'autorisation de la dépense en fonction du budget préalablement défini: cette autorisation peut être déléguée a des niveaux de responsabilités différents. Ainsi le budget d'investissement du service

3.3.2. Maintenance et protection des immobilisations

Les immobilisations constituent généralement une grande partie du patrimoine de l'entreprise. Il est donc important que l'entreprise se prémunisse contre les risques qui peuvent menacer leur existence physique le plus souvent, les mesures qui devraient être prises dans ce domaine sont²⁰:

- la mise en oeuvre d'inventaires physiques périodiques, qui permettent d'identifier les pertes ou vols, les destructions, etc., et de prendre éventuellement les mesures de protection nécessaires.
- Des inventaires physiques périodiques constituent l'un des éléments les plus importants du contrôle interne;
- l'existence d'un service chargé de la maintenance des immobilisations. Cette mesure concernée particulièrement les entreprises de production qui utilisent tout un parc de machines dont le fonctionnement et l'entretien doivent être assurés. A cet égard, Un système d'ordre de travail de production ou d'entretien peut être mis en place;
- une assurance suffisante des immobilisations contre les principes sinistres (vol, incendie, etc.) qui peuvent frapper les immobilisations.

3.3.3. Opérations de désinvestissement et de mise au rebut :

Au même titre que l'acquisition ou l'amélioration d'une immobilisation, les opérations de cession, de mise au rebut et de destruction doivent faire l'objet d'un processus de décision qui se fonde sur des considérations a caractère opérationnel. D'une part, il convient que toute sortie d'actif soit contrôlée, afin d'éviter soit des cessions dans des mauvaises conditions, soit la destruction ou la mise au rebut de matériel pouvant encore servir. En pratique, toutes les sorties d'actif devront être autorisées par une personne non responsable de l'immobilisation concernée. D'autre part, une bonne gestion suppose que l'entreprise se sépare des immobilisations dont la possession ne présente pas ou ne présente plus d'intérêt pour l'entreprise. L'ensemble des immobilisations doit donc faire, régulièrement l'objet d'un examen en ces secs par un responsable²¹.

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid.

3.3.4. Suivi des Immobilisations:

Etant donné l'importance des valeurs concernées il s'agira normalement d'un suivi individuel, seul capable de fournir les éléments nécessaires à une comptabilisation correcte des opérations et à une gestion efficace. Le suivi comptable des immobilisations peut être effectué par un système (manuel ou informatique) des fiches donnant notamment pour chaque bien²² :

- La description (nature, numéro de série);
- La date d'installation;
- La date de mise en service;
- Le lieu ;
- Le compte concerné;
- Les renseignements comptables (factures, valeurs hors taxes, T.V.A. récupérée, taux d'amortissement, etc.);
- Les valeurs d'expertise;
- Le montant des amortissements pratiqués chaque année ;
- Les conditions de cession en cas de sortie du patrimoine;
- Eventuellement, les dépenses de réparation et d'entretien engagées,

Le classement pourra ou être fait par nature (par exemple compte 210) ou par fonction (exemple production) installations complexes étant regroupées. Il ne suffit pas que des fiches individuelles existent, Il faut que les informations qu'elles recueillent parviennent au service

²² Ibid.

Section N° 4 : Les risques liés aux processus des immobilisations et les dispositifs de maîtrise :

Pour une meilleure compréhension des risques liés au cycle immobilisation et les dispositifs de maîtrise de ces risques ²³:

Tableau 4: Récapitulatif des risques liés à la gestion des immobilisations corporelles et dispositif de maîtrise

Sous processus	Risques liés aux sous processus	conséquences	Dispositif de maitrise de risques
Etablissement des prévisions d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du budget d'investissement par l'approche descendante. - Présentation d'équipements de masse - Absence de maîtrise des projets d'investissement due à des responsabilités non clairement définies. - Mauvaise répartition du budget des investissements dans le temps. 	<ul style="list-style-type: none"> - Choix des investissements non basé sur le rapport avantages/cout attendus. - Mauvais suivi des réalisations - Retard dans l'exécution des projets d'investissement - Mauvaise exécution du budget d'investissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Le budget d'investissements doit être élaboré par l'approche ascendante (des opérations au management) fixation du budget en fonction des objectifs - Le budget doit être présenté de façon détaillé. - Le budget d'investissement doit être établis de manière à permettre un suivi ultérieur efficace des engagements.
Demande d'autorisation d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> - Responsabilités non clairement définies 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de maîtrise des projets d'investissements 	<ul style="list-style-type: none"> - Demande élaborée par une personne désignée par la direction et approuvée par le CG
Expression des besoins	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements effectués sans autorisations hors des limites budgétaires ; - Validation des démarches d'achat sans tenir compte de la situation financière. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépassements budgétaires - Acquisition inopportune et sacrifice d'autres engagements prioritaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Le budget doit être établi de telle sorte que les dépassements ne peuvent être possibles sans autorisation - Vérification de l'opportunité et de l'efficacité de l'acquisition (tenir compte de la situation financière).
Sélection des fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"> - Fixation de procédures communes d'achat dans le cas des sociétés du secteur 	<ul style="list-style-type: none"> - lourdeur dans le processus d'acquisition d'équipements et création de couts 	<ul style="list-style-type: none"> - raccourcissement du délai en faisant du lobbying auprès de l'état afin qu'il prenne en compte les secteurs

²³ BARRY, op.cit., p.87,88,102 ; BERNARD, « Audit comptable et financier », 2^{ème} édition, 2008; pages 232-240.

	<ul style="list-style-type: none"> - public ; - Inexistence de fichiers fournisseurs ; - Importance accordé au critère « prix » ; - système de pénalité pour le cas des sociétés du secteur public pour les livraisons en retard. 	<ul style="list-style-type: none"> - exceptionnels ; - délai de sélection des fournisseurs rendu long ; - acquisition inefficace et inefficente ; - renforcement de l'insolvabilité du fournisseur incriminé. 	<ul style="list-style-type: none"> - d'activités des sociétés d'état ; - mettre en place un fichier des fournisseurs avec les conditions financières, techniques, etc. - se basé sur le critère du « mieux-disant »
Lancement des commandes	<ul style="list-style-type: none"> - procédures d'achats directes - mauvais choix des équipements ; - non communication aux fournisseurs des spécimens de signature. 	<ul style="list-style-type: none"> - détournement lors de l'achat - biens ne répondant pas aux besoins du service demandeur ; - réduction des moyens de contrôle des commandes. 	<ul style="list-style-type: none"> - limitation des achats directs aux actes de forces majeures dument autorisé par la Direction ; - les investissements doivent donner l'assurance quant à la réponse aux besoins exprimés ; - communication des références (nomet signature) des personnes habilitées aux fournisseurs ;
Suivi des immobilisations produites par l'entreprise pour ses besoins	<ul style="list-style-type: none"> - manque de suivi par le service en charge de la production de ces immobilisations ; - non information du service comptable du démarrage de travaux ; - non information du service comptable de la mise en service de l'immobilisation achevée. 	<ul style="list-style-type: none"> - manque de précision dans la détermination de leurs coûts ; - redressements fiscaux - non assurance d'un suivi contradictoire de l'accumulation des coûts ; - maintien des charges engagées dans les comptes immobilisations en cours ou dans les comptes de charges ; - non-respect de la séparation des exercices. 	<ul style="list-style-type: none"> - suivi des coûts engagés correspondants (comptabilité analytique ou fiches de suivi) ; - transmission des pièces au service comptabilité matières ; - transmission au service comptabilité matières du PV ou attestation de fin de travaux.
Réception des immobilisations	<ul style="list-style-type: none"> - lourdeur des procédures de réception dans les sociétés publiques ; - confusion des 	<ul style="list-style-type: none"> - absence de définition de responsabilité des membres de la commission de réception en cas de problème 	<ul style="list-style-type: none"> - allègement des procédures de réception dans les sociétés publiques - séparation des fonctions demandeur-réceptionniste ; - pour les biens matériels,

	<ul style="list-style-type: none"> fonctions lors de la réception - absence de documents de réception pré-numérotés - absence de transmission de PV de réception au service comptable ; - absence d'indication de la date de fin des travaux pour les immobilisations réalisés par l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> - cumul de fonctions ; - contrôle de réception inefficace ; - omission, mise à jour tardive du fichier des immobilisations ; - difficulté pour le calcul des amortissements ; 	<ul style="list-style-type: none"> élaboration des BR pré-numérotés avec les renseignements suivants (désignation, date, quantité, signature du livreur et du réceptionniste, ...) - transmission au comptable matières des documents de réception (PV ou BR) lui permettant de faire un suivi des mouvements - établissement du PV de fin des travaux pour tous les renseignements nécessaires notamment la date pour les besoins de comptabilisation des immobilisations et de calcul d'amortissements
Cessions, destructions et mises au rebut	<ul style="list-style-type: none"> - inexistence de procédures claires ; - cumul de fonctions lors des opérations de vente et de livraison - non transmission des informations sur les immobilisations au service comptabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - réalisation inefficace pour l'entreprise détournements des produits de cessions - mise à jour tardive du fichier des immobilisations. 	<ul style="list-style-type: none"> - existence de procédures biens définies (responsables habilités, modalités de cession et de mises au rebut) - séparation stricte des fonctions entrées récepteur du produit de cession (mise en place d'une commission désignée par la Direction) - transmission de toutes les informations relatives à la sortie de l'immobilisation au service comptabilité
Réception et contrôle des factures d'immobilisations	<ul style="list-style-type: none"> - réception de la facture par le service demandeur - approbation directe de la facture par le service réceptionniste des équipements ; - délai d'approbation rendu trop long par l'implication de plusieurs responsables. 	<ul style="list-style-type: none"> - ignorance de la facture par le service comptabilité ; - cumul des fonctions pouvant entraîner des malversations lors de l'achat - omission pure et simple de comptabiliser la facture ou dans une période inappropriée. 	<ul style="list-style-type: none"> - réception des factures par le service comptable préalable à tout contrôle - mention de référence de la facture dans un registre et transmission au service chargé de son contrôle - réduction du processus d'approbation en éliminant les contrôles superflus

<p>Comptabilisations des immobilisations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - non transmission au service comptable à temps des factures d'immobilisations - absence de critères de distinction entre charges et immobilisations 	<ul style="list-style-type: none"> - non-respect de la séparation des exercices - confusion dans les imputations entre charges et immobilisations 	<ul style="list-style-type: none"> - réception des factures par le service immobilisation dès son arrivée - existence de règles comptables en matière de distinction entre immobilisation et charges
<p>Suivi des mouvements d'immobilisations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - suivi déficient des réceptions, mouvements et existants 	<ul style="list-style-type: none"> - perte de maîtrise partielle ou totale du patrimoine immobilier 	<ul style="list-style-type: none"> - suivi rigoureux à l'aide du fichier des immobilisations : ampliation du service comptabilité des factures reçues et des PV de sorties d'immobilisations
<p>Inventaire des immobilisations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - absence d'inventaire physique annuel ; - absence d'instructions claires pour les prises d'inventaires 	<ul style="list-style-type: none"> - impossibilité d'ajuster les soldes comptables : non fiabilité des soldes des immobilisations ; non détection des immobilisations tombées en désuétude ou détournées - non fiabilité des résultats de l'inventaire (méconnaissance des aspects comptables par des personnes chargées de la comptabilisation) ; possibilité de falsification des résultats de l'inventaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - tenue des prises d'inventaires avec précision des modalités de recensement de transcription des résultats, de transmission des données et traitement des écarts des constatations comptables de ceux-ci ;

Source: BARRY, « Audit Contrôle interne », 2009, pages 87, 88, 102; BERNARD, « Audit comptable et financier », 2^{ème} édition, 2008; pages 232-240.

Conclusion du chapitre :

Pour conclure ce chapitre nous pouvons dire que les immobilisations corporelles sont des biens matériels, les immobilisations incorporelles sont des biens immatériels non monétaire et les immobilisations sont des biens matériels monétaires acquis ou générés par l'entreprise qui rentrent de son patrimoine, pour être utilisés dans ces activités dans le but d'être utilisés à long terme.

*Chapitre 2 : fondements
théoriques de l'audit interne*

Introduction du chapitre :

Face aux évolutions socio-économiques et technologiques, et un environnement instable caractérisé par une forte concurrence, les organisations et organes de contrôle ont dû s'adapter et adopter des approches plus cohérentes et efficaces, de manière à faire face à cet environnement sous formes de différents système du contrôle interne, afin que l'entreprise assure la maîtrise de son fonctionnement et son développement d'atteindre ses objectifs organisationnels. Le contrôle interne représente la finalité de l'audit interne et le but ultime auquel il aspire. Toutefois, malgré les efforts fournis par les spécialistes, il reste que certains managers, confondent souvent entre « contrôle interne » et « l'audit interne ». L'objet de ce premier chapitre est d'alimenter notre recherche, en notions fondamentales relatives au « contrôle interne » et à «le concept de risque »et à « l'audit interne ».

Section 01 : Rappel sur le système de contrôle interne :

Le contrôle interne est parfois confondu avec l'audit interne, ce dernier est un service au sein de l'entreprise alors que le contrôle interne ne correspond ni à un service ni à une fonction mais à des éléments d'organisations que l'on retrouve dans tous les services de l'entreprise. C'est pourquoi cette section est consacrée essentiellement à présenter la notion du contrôle interne.

Les responsables de l'entreprise exigent toujours l'existence d'un système de CI efficace, car il constitue la base d'une gestion saine et prudente de l'activité. Ce système ayant pour objectifs de garantir contre les risques.

1.1. Définitions:

Plusieurs définitions ont été consacrées à ce concept, on peut citer :

1.1.1. Définition du référentiel COSO :

Le COSO définit le contrôle interne comme étant : « un processus mis en œuvre par le conseil d'administration, les dirigeants et le personnel d'une organisation, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- réalisation et optimisation des opérations ;
- fiabilité des informations financières ;
- conformité aux lois, aux règles en vigueur.»²⁴.

1.1.2. Définition de l'institut français de l'audit et du contrôle interne (IFACI) :

« le contrôle interne est un processus, mis en œuvre par les dirigeants et le personnel d'une entreprise permettant à une organisation d'atteindre les objectifs de base, de performance, de rentabilité et de protection du patrimoine. Les informations sont ainsi fiables, les lois et le règlement et les directives de l'organisation sont respectés ».²⁵

1.1.3. Définition de TURNBULL :

Le TURNBULL Report donne au contrôle interne la définition suivante : « Un système de contrôle interne englobe les politiques, processus, tâches, comportements et autres aspects d'une entreprise qui, combinés:

- facilitent l'efficacité et l'efficience des opérations en aidant la société à répondre de manière appropriée aux risques commerciaux, opérationnels, financiers, de conformité et tout autre risque, afin d'atteindre ses objectifs ; ceci inclut la protection des actifs contre un usage inapproprié, la perte et la fraude, et l'assurance que le passif est identifié et géré ;

²⁴ Schick, Vera, Bourroullh, *Audit interne et référentiel de risques*, Ed : DUNOD, Paris, 2002. Pages 18 et 19.

²⁵ Thierry-Dbuisson, *l'audit* ; Ed : La Découverte, Paris, 2004, p54

- Aident à assurer la qualité du reporting externe et interne ce qui nécessite de conserver les enregistrements appropriés et de maintenir des processus qui génèrent des flux d'informations pertinentes et fiables en provenance de l'intérieur et de l'extérieur de l'organisation ;
- Aident à assurer la conformité aux lois et réglementations ainsi qu'aux politiques internes relatives à la conduite des affaires. »²⁶.

1.1.4. Définition de CDR de l'AMF :

La dernière définition que nous donnons est celle du cadre de référence enfin, selon CDR de l'AMF « le contrôle interne est un dispositif de la société défini est mis en œuvre sous sa responsabilité. Il comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres de chaque société qui contribue à la maîtrise des ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente des ses ressources et de lui permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité »²⁷.

A la lumière de ce qui précède, nous pouvons considérer le système de contrôle interne comme incontournable au sein de l'entreprise et que sa qualité diffère en fonction de la culture qui règne dans l'entreprise.

1.2. Objectifs du contrôle interne :

Les objectifs de contrôle interne peuvent être vus sous trois angles afin d'optimiser l'efficacité du SCI²⁸ :

- ✓ les objectifs opérationnels ;
- ✓ les objectifs financiers ;
- ✓ les objectifs de conformité.

1.2.1. Les objectifs opérationnels :

Soit la réalisation des objectifs stratégiques de l'entreprise, la maîtrise des risques, ainsi que l'optimisation de l'utilisation des ressources. Le qualificatif «opérationnel» n'est pas ici à opposer à la dimension «stratégique» mais renvoie aux objectifs métiers de l'entreprise.²⁹

²⁶Bertin, *Audit interne: enjeux et pratiques à l'international*, Edition d'Organisation, 2007, Paris, p 57

²⁷https://docs.ifaci.com/base_documentaire/prise-de-position-urbanisme-du-contrôle-interne/ page 05

²⁸Anglade, Janichon, *La pratique du contrôle interne*, Edition d'Organisation, Paris, 2002, p27.

²⁹ Berne, *Mise en place d'un système de contrôle interne*, Contrôle fédéral des finances Suisse, 2007, p 05

En outre, les objectifs opérationnels de contrôle interne concernent l'efficacité et l'efficience de l'entreprise dans l'utilisation de ses actifs et autres ressources ainsi que dans sa protection en cas de pertes³⁰.

1.2.2. Objectifs financiers:

Soit la mise à disposition d'informations financières fiables et conformes aux normes comptables applicables, ainsi que des informations nécessaires à la bonne gestion de l'entreprise³¹.

Objectif de conformité

1.2.3. Objectifs de conformité:

Les objectifs de conformité garantissent que toute l'activité de l'entreprise est conduite en conformité avec les lois ou réglementations et exigences prudentielles applicables ainsi qu'avec les politiques et procédures internes. Cet objectif permet de construire et conserver une image et une réputation de l'entreprise favorable auprès des parties prenantes³².

On en déduit que le système de contrôle interne fournit un niveau d'assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs opérationnels, la fiabilité des informations financières et la conformité aux lois et règlements en vigueur. Ces objectifs sont distincts mais se chevauchent (un objectif pouvant rentrer dans plus d'une catégorie)³³.

1.3. Composantes du contrôle interne:

Nous présentons dans cette partie les composantes du contrôle interne données par le référentiels COSO qui sont représentées symboliquement par une pyramide.

Le dispositif de Contrôle Interne comprend cinq composantes étroitement liées. Bien que ces composantes soient applicables à toutes les sociétés, leur mise en œuvre peut être faite de façon différente selon la taille et le secteur d'activité des sociétés. Ces composants procurent un cadre pour décrire et analyser le Contrôle Interne mis en place dans une organisation. Ces cinq composantes sont les suivantes³⁴ :

- Environnement de contrôle ;
- Evaluation des risques ;
- Activité de contrôle ;
- Information et communication ;
- Pilotage.

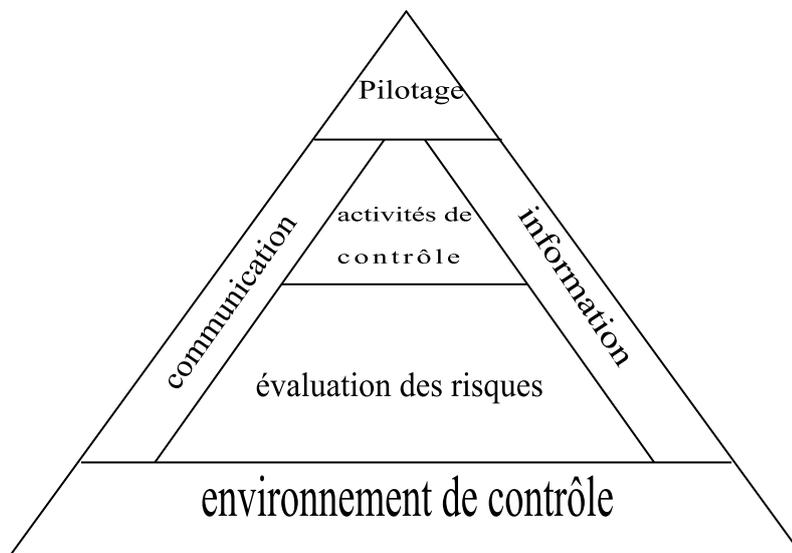
³⁰Bale, *Cadre d'évaluation des systèmes de contrôle interne*, comité de Bale sur le contrôle bancaire, janvier 1998, p.10.

³¹Berne, op.cit., p.05.

³² Bale, op.cit p.09.

³³Anglade, Janichon, op.cit., p.30

³⁴ Schick, Vera, Bourrouilh.Perège , op.cit., p.18 et 19.

Figure 1: les éléments du CI d'une organisation selon COSO:

Source: Schick; Vera; Bourrouilh.Perège, *Audit interne et référentiel de risque*, op.cit.,p.18 et 19.

1.3.1. L'environnement de contrôle :

L'environnement de contrôle représente la base de la pyramide qui schématisait les éléments du contrôle interne, il englobe l'intégrité et les valeurs éthiques de l'organisation, les éléments permettant au conseil d'exercer ses responsabilités en matière de surveillance, la structure organisationnelle ainsi que l'attribution des pouvoirs et des responsabilités, le processus de recrutement, de formation et de fidélisation de personnes compétentes, et la robustesse des indicateurs, des mesures d'incitation et des gratifications favorisant le devoir de rendre compte de la performance. L'environnement du contrôle a un impact déterminant sur l'ensemble du système du contrôle interne.³⁵

1.3.2. Évaluation des risques :

L'évaluation des risques représente le deuxième élément de la pyramide qui schématisait les éléments du contrôle interne.

Quel que soit sa taille, sa structure, la nature de ses activités et le secteur économique dans lequel elle évolue, l'entreprise est confrontée à des risques à tous les niveaux. Ces risques peuvent mettre en cause sa survie, sa compétitivité au sein du secteur économique, sa situation financière, son image de marque, la qualité de ses produits, de ses services et de son personnel. Le risque étant inhérent aux affaires, il appartient aux dirigeants de déterminer le niveau de risque acceptable et s'efforcer de les minimiser et les maintenir à un certain niveau³⁶

³⁵<https://docs.ifaci.com/category/> Référentiel intégré de contrôle interne ; 18/04/2014, page 20

³⁶Coopers, Lybrand, 2002. *La nouvelle pratique du Contrôle Interne*. Paris, édition d'organisation, pages 49-50.

Cette démarche implique les éléments suivants³⁷ :

- **Objectifs :**

Fixer des objectifs est une condition préalable à l'évaluation des risques. Le management doit se fixer des objectifs avant d'identifier les risques qui sont susceptibles d'avoir un impact sur leur réalisation et prendre les mesures nécessaires. Il s'agit d'objectifs :

- Préalablement fixés.
- Clairement définis ou implicites.
- Généraux (qui découlent de la vocation et des valeurs de l'entreprise) ou dérivés (qui découlent de la stratégie globale).
- De différentes catégories (objectifs liés aux opérations, objectifs liés aux reporting et objectifs de conformité).

- **Identification des risques :**

- Liée aux objectifs de l'organisation.
- Exhaustive.
- Qui prend en compte les risques dus à des facteurs internes et externes, à la fois au niveau de l'organisation et à celui des activités.

- **Analyse des risques :**

L'analyse des risques est une étape-clé sur la voie de la réussite. Elle doit mettre l'accent sur les domaines dans lesquels l'activité étudiée est dépendante d'autres fonctions ou unités, en identifiant par exemple la provenance des données, l'endroit où elles sont stockées, la façon dont elles sont converties en informations utiles et les personnes qui les utilisent³⁸

- **Traitement de risque (les mesures qu'il convient de prendre) :**

Après avoir classé les risques et déterminé les probabilités de survenance il convient de prendre des mesures (éviter le risque, transférer le risque, limiter le risque, accepter le risque).

1.3.3. Activités du contrôle :

Les activités de contrôle représentent le troisième élément de la pyramide qui schématisait les éléments du contrôle interne.

Les activités du contrôle peuvent se définir comme l'application des normes et des procédures qui contribuent à garantir la mise en œuvre des orientations émanant du management.

³⁷Idem, page 50

³⁸Pricewaterhouse, IFACI, *La pratique du Contrôle Interne*, Paris, édition d'organisation, 2004, pages 61-63

Ces opérations permettent de s'assurer que les mesures nécessaires sont en vue de maîtriser les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de l'entreprise. Les activités du contrôle sont menées à tous les niveaux hiérarchiques et fonctionnels de la structure et comprennent des actions aussi variées qu'approuver et autoriser, vérifier et rapprocher, apprécier les performances opérationnelles, la sécurité des actifs ou la séparation des fonctions³⁹.

1.3.4. Information et communication :

L'information et la communication représentent le quatrième élément de la pyramide qui schématisait les éléments du contrôle interne. Nous voyons que l'information et la communication irriguent tous les autres éléments du SCI.

Les éléments disparates du CI doivent pouvoir jouer leur rôle avec souplesse et pour ce faire être connus de tous ceux qui auront à les mettre en œuvre ou à les rencontrer. La transparence doit donc être la règle : pas de rétention d'information, pas de circuits de communication excessivement complexes, pas d'informations superflues, pas de repli sur sa propre activité, tous éléments qui nuisent à la bonne maîtrise de l'ensemble. En effet, si l'information adéquate ne parvient pas aux différents acteurs, soit parce qu'elle est incomplète ou de mauvaise qualité, soit parce que la communication est déficiente, voir absente, il en résulte que les intéressés sont mal informés sur leur risques⁴⁰.

1.3.5. Pilotage :

Le pilotage représente le sommet de la pyramide qui schématisait les éléments du contrôle interne. Il doit intégrer le traitement des faiblesses du contrôle interne détectées dans le but de renforcer l'atteinte des objectifs. Ce système permet au management d'assurer son rôle de maître d'œuvre du dispositif du contrôle interne⁴¹.

- **Le pilotage courant :** Ce pilotage s'intègre dans les activités courantes et fait partie des activités habituelles.
- **Les évaluations spécifiques :** Une évaluation spécifique périodique qui focalise sur des activités de gestion du risque permet d'émettre un regard neuf et de réfléchir sur l'efficacité du système de gestion des risques.

³⁹Coopers&Lybrand ; *La nouvelle pratique du contrôle interne* ; Edition d'Organisation ; Paris ; 2ème tirage; 1994 ; page 71.

⁴⁰ Jacques Renard; « Théorie et pratique de l'audit interne », édition d'EYROLLES ; 2016; page 148.

⁴¹ Abderraouf Yaich, le cadre de management des risques de l'entreprise (COSO2) ; La revue comptable et financière; N° 85 ; Troisième trimestre 2009 ; P 5.

Section 02 : Le concept de risque :

Le risque est un facteur inhérent à toute entreprise, c'est un concept multidisciplinaire défini de plusieurs manières dans les ouvrages, les textes scientifiques, les revues, etc. on va commencer par définir ce concept, puis énumérer les différents typologies des risques qu'on peut trouver dans une entreprise.

2.1. Définition du risque :

Le COSO II définit le risque comme la « possibilité qu'un événement se produise et ait une incidence défavorable sur la réalisation des objectifs »⁴².

Plusieurs définitions du concept de risque sont données soit par des organisations spécialisées ou par d'autres référentiels qui traitent cet aspect, mais nous préférons nous limiter à cette définition à la fois simple et globale.

2.2. Typologies des risques :

Il existe plusieurs classifications de risques dont l'utilisation diffère suivant les entreprises. Les risques peuvent être classés selon qu'ils touchent aux actifs financiers ou qu'ils sont opérationnels ou de conformité⁴³.

Parmi les risques financiers, nous pouvons trouver⁴⁴ :

- Les risques liés aux crises monétaires et financières : les risques pays,
- Les risques de contreparties, liés au non respect d'une obligation par un cocontractant,
- Ceux de taux de crédit s'ils évoluent défavorablement,
- Ceux de change avec la variation des cours des monnaies,
- Ceux de marché et de la loi de l'offre et de la demande,
- Les risques de liquidité (facilité à acheter ou à revendre un actif).

Le comité de Bâle définit le risque opérationnel comme un « risque de perte provenant de processus internes inadéquats ou défaillants, de personnes et systèmes ou d'événements externes »⁴⁵.

Les accords de Bâle classent les risques opérationnels en huit (8) catégories⁴⁶ :

- Fraude interne
- Fraude externe
- Sécurité des systèmes

⁴² IFACI, PWC, Landwell ; *Le management des risques de l'entreprise*; édition d'organisation ; 2005, page 23.

⁴³ IERSE (institut d'études et de recherche pour la sécurité des entreprises), *Analyse et gestion des risques dans les grandes entreprises*, Edition : CIGREF, 2007.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ https://www.cigref.fr/cigref_publications/RapportsContainer/Parus2007/Analyse_et_gestion_des_risques_dans_les_grandes_entreprises_-_impacts_pour_la_DSI-rapport_2007_web.pdf

⁴⁶ Ibid.

- Pratiques en matière d'emploi et sécurité sur les lieux de travail
- Clients, produits et pratiques commerciales
- Dommages aux actifs corporels
- Dysfonctionnement de l'activité et des systèmes
- Exécution, livraison et gestion des processus

Les risques de conformité concernent⁴⁷ :

- Les aspects légaux et réglementaires
- Les risques de sanction : administrative, judiciaire, disciplinaire
- Les risques de réputation,
- Le non respect de la déontologie.

⁴⁷Ibid.

Section 03 : L'audit interne

Nous allons aborder dans cette section des généralités sur l'audit interne. Le premier titre sera consacré pour Généralités sur l'Audit ; l'historique, définitions, typologies et la différence entre l'audit interne et l'externe. Le deuxième nous définirons la notion d'audit interne et ses objectifs et ses types.

3.1. Généralités sur la notion d'audit :

3.1.1. Historique de l'audit :

Historiquement, les premières démarches de normalisation et de contrôle des comptes remontent à l'Antiquité. Les Sumériens du deuxième millénaire avant J.C. (3000 B.C.)⁴⁸ avaient déjà compris l'utilité d'établir une information objective entre partenaires économiques.

Après est venu le fameux code d'Hammourabi établi par le premier auteur notable qui est le souverain Hammourabi, sixième roi de la première dynastie de Babylone, vers 1800 avant J.-C. De son règne subsistent de nombreuses tablettes cunéiformes qui, si elles ne sont pas aussi vieilles que celles d'Uruk (5000 ans avant J.-C.) ou du tombeau de Negadah en Egypte (3000 avant J.-C.), ce code Hammourabi ne se contentait pas de définir des lois commerciales et sociales générales, mais mentionnait explicitement l'obligation d'utiliser un plan comptable et de respecter des normes de présentation afin d'établir un support fiable de communication financière⁴⁹.

Plus tard, dès le III^e siècle avant J.C., les gouverneurs romains ont nommé des questeurs chargés de contrôler les comptabilités de toutes les provinces. C'est de cette époque que provient l'origine du terme « audit », dérivé du latin *audire* qui veut dire « écouter ». Les questeurs rendaient en effet compte de leur mission devant une assemblée constituée d'« auditeurs »⁵⁰.

Dans la civilisation islamique, le contrôle était réalisé à travers la pratique de l'institution de *Hisba*. Dans ce mode de contrôle qui a été pratiqué entre le huitième siècle et le début du vingtième siècle (période de colonisation de la majorité des pays musulmans)⁵¹, avait pour but la promotion de la vertu et la prévention du mal. Le *Muhtassib* intervenait dans les domaines transactionnels (inspecter les conditions de poids et les balances ainsi que les artisans qui produisent de la nourriture, des vêtements et les machines...) l'aspect civil (recommande l'honnêteté, le conseil...) puis rapportait au juge tout dérapage dont il ne pouvait pas apporter une solution⁵².

Par la suite, le développement des pratiques de contrôle des comptes a accompagné

⁴⁸ Kahn, *Professional practice*, Etats Unis, 2003, p 01.

⁴⁹ Jean-Guy Degos, *Origine et histoire de la comptabilité française*, Ed : e-Theque, France, 2010, p 07.

⁵⁰ Herrbach. O, « Le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d'audit financier : une approche par le contrat psychologique Université des sciences sociales de Toulouse, Thèse de Doctorat, 08 décembre 2000, p 17.

⁵¹ Benhayoun Sadafi. M. A, op.cit, p 08.

⁵² ابن القيم الجوزية "الطرق الحكمية في السياسة الشرعية" دار الجيل / بيروت 1477 هـ ص 305

l'évolution générale des structures économiques et des grandes organisations administratives et commerciales. Ce n'est cependant qu'à partir du XIXe siècle que ces pratiques se sont développées de manière systématique tant dans leur ampleur que dans leurs méthodes – en parallèle avec l'émergence de l'entreprise moderne. C'est à cette époque que remonte l'apparition progressive de l'audit sous la forme qu'il connaît actuellement⁵³.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, la finalité de l'audit était particulièrement axée sur la recherche de la fraude. Les modes de contrôle étaient donc axés vers la vérification détaillée, voire exhaustive, des pièces comptables⁵⁴.

A partir du début du XXe siècle, la nécessité d'émettre un jugement sur la validité globale des états financiers apparaît parallèlement à la recherche de fraudes ou d'erreurs. Les méthodes de sondages sur les pièces justificatives, par opposition à leur vérification détaillée, font leur apparition. Cette évolution a été imposée par la forte croissance de la taille des organisations contrôlées qui a augmenté le coût des audits⁵⁵.

De nos jours l'audit ne se limite pas à la fonction finance et comptabilité mais s'étend également à tous les domaines, on parle ainsi d'audit marketing, d'audit d'environnement, d'audit social,... autrement dit, d'audit interne.

3.1.2. Définitions d'audit :

Il existe plusieurs définitions de l'audit mais nous retenons les suivants :

L'audit est «un processus systématique d'objectivité et d'évaluation des preuves concernant l'état actuel de l'entité, région, processus, compte financier ou le contrôle et en la comparant aux prédéterminés, critères acceptés et communiqués les résultats aux utilisateurs prévus. Les critères auxquels l'état actuel est comparé peut être une norme légale ou réglementaire, ou générés en interne des politiques et procédures»⁵⁶.

« L'audit est une activité de contrôle et de conseil qui consiste en une expertise en un par un agent compétent et impartial et un jugement sur l'organisation, la procédure, ou une opération quelconque de l'activité concernée. L'audit est donc une évaluation indépendantes fonction de critères référence.»⁵⁷

D'après les définitions président, on peut dire l'audit peut être défini comme étant un examen effectuer par un professionnel compétent et indépendant, avec l'attention que ce dernier doit établir un rapport sur les résultats de son examiner qui doit référer à un référentiel défini, et qui

⁵³ Herrbach. Op.cit., p.17

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Weher CP, Kagermann H, Kùting K, Kinny W, *Internal Audit Handbook*, Edition: Springer, 2008, Berlin, p02.

⁵⁷ Hallépée ; *Conduit et maîtrise de l'audit informatique – la méthode CMAI*, édition Amazon, France, 2012, p.23.

suivre une démarche méthodologique (techniques et outille) pour son conduit.

3.1.3. Les typologies usuelles de l'audit :

Il existe plusieurs typologies de l'audit, nous avons voulu retenu ici une typologie selon la provenance de l'instance d'audit, il peut être subdivisé en deux types à savoir l'audit interne et l'audit externe.

a. L'audit interne :

L'audit interne est une activité exercée par un personnel interne à l'entité auditée. Le rôle de l'auditeur interne se décline par rapport au contrôle interne, il est donc de détecter les point faibles, relever les incohérences et les faiblesses, il doit aussi porter sa contribution à la création de la valeur pour les actionnaires, pour les clients et pour le personnel, il s'inscrit dans la finalité de l'entreprise⁵⁸.

b. L'audit externe :

« L'audit externe est exercé par une personne indépendante de l'entreprise, qui n'a avec celle-ci aucun contrat de travail »⁵⁹

L'audit externe a pour rôle de contrôler la bonne imputation des informations comptables, il tente de déceler et de prévenir les inexactitudes tout en cherchant à empêcher leur réalisation actuelle et future, son objectif vise l'obtention d'une assurance raisonnable sur la qualité des états financiers et d'analyser l'activité de son client, son opinion est inscrite dans un rapport, qui évoque la totalité des rubriques des états financiers. Cette opinion a pour objectif de donner plus de crédibilité à ces états et de vérifier leur exhaustivité, permettant ainsi à leur lecteur de se construire une opinion valable capable d'agir en toute connaissance de cause. Cette crédibilité suppose le respect des normes et l'application d'un référentiel afin de renforcer la mise en valeur de la transparence, l'honnêteté et les compétences⁶⁰.

c. La différence entre l'audit interne et l'externe :

Bien qu'il y'ait des similitudes considérables entre l'audit interne et l'audit externe, il existe, cependant, des différences entre les activités. Les principales différences sont récapitulées dans le tableau ci-après⁶¹ :

Tableau 5: Comparaison entre l'audit interne et l'audit externe

⁵⁸ Barbier E., *Mieux Piloter et mieux utiliser l'audit*, édition Amazon, France, 1998, P. 35.

⁵⁹ Allel. H, *Contrôle interne et l'élaboration du bilan comptable*, Office des publications universitaires, 1991, p. 40.

⁶⁰ Feghali.K., *les technique et les procédures d'audit comptable et financier*, édition l'Haramattan, 2015, France, p.11.

⁶¹ Synthèse de H.F.STELLER, *Audit, principes et Méthodes générales*, Édition Technico-Union, 1974, P.10

L'audit interne	L'audit externe
<ul style="list-style-type: none"> - L'audit accompli par une personne de l'entreprise. - L'audit est au service de la direction, son objectif est d'assister les membres de la direction dans l'exécution efficace de leurs responsabilités. - L'examen du contrôle interne et des opérations est fait, principalement, pour provoquer des améliorations et conduire à l'application stricte des politiques et des procédures instituées dans l'entreprise et n'est pas limité aux aspects financiers et comptables. - L'audit interne s'intéresse pratiquement à toutes les activités de l'entreprise, le travail est subdivisé en fonction des différents départements opérationnels, unité service etc. - L'auditeur est directement concerné par la détection et la prévention des fraudes. - L'auditeur doit être indépendant mais soumis aux besoins qui émanent des responsables de l'entreprise. - La revue des activités de l'entreprise est permanente. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'audit est accompli par un professionnel qui exerce de manière indépendante vis-à-vis de l'entreprise. - L'audit est une obligation légale dont l'objectif principal est d'informer les tiers sur le degré de confiance que l'on peut accorder aux documents financiers. - Le passage en revue des opérations et du contrôle interne est fait principalement pour déterminer l'étendue des contrôles et la fiabilité des documents financiers. - L'auditeur externe s'intéresse plus aux postes du bilan et de gestion. Aussi, il organise son travail en fonction des rubriques du plan comptable. - L'auditeur externe n'est pas concerné par la détection et la Prévention des fraudes, sauf si les documents financier peuvent s'en trouver affectés de manière importante ou dans le cas où il reçoit un mandat spécial à cet effet. - L'examen des données qui viennent à l'appui des documents financiers est périodique, une fois par an (bilan) et à l'occasion de l'audit d'intérim qui intervient en cours d'année.

Source : Synthèse de H.F.Steller « Audit, principes et Méthodes générales » Edition Technico-Union 1974, P.11.

3.2. L'audit interne :

3.2.1. Définition :

Fonction évolutive, l'audit interne a vu se succéder plusieurs définitions avant que la notion ne soit stabilisée.

D'après l'IFACI : « L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernement d'entreprise en faisant des propositions pour renforcer son efficacité »⁶²

Le cadre réglementaire de l'audit interne en Algérie est défini par la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, plus exactement l'article 40 : les entreprises publiques économiques sont tenues d'organiser et de renforcer des structures internes d'audit d'entreprise et d'améliorer d'une manière constante, leurs procédés de fonctionnement et de gestion. Obligation légale abrogée en 1995 puis devenue ensuite facultative, fortement recommandée par les professionnels, notamment les adhérents de l'(AACIA), a réussi à créer les déclics d'intérêt nécessaires auprès des managers nationaux et à amorcer, de ce fait, une démarche de légitimation de ses rôles au sein du service des entreprises de notre pays⁶³.

D'après les définitions précédentes, nous déduisons que, l'audit interne à l'intérieur d'une entreprise, est une activité indépendante d'appréciation du contrôle des opérations, il est au service de la direction. C'est un contrôle qui a pour fonction d'analyser et d'évaluer l'efficacité des autres contrôles.

3.2.2. Les motifs de création de la fonction d'audit interne :

Il y a plusieurs courants théoriques qui expliquent les raisons de la création de la fonction d'audit interne, parmi lesquels on cite : la théorie des coûts de transaction, la théorie de l'agence et de gouvernance de l'entreprise⁶⁴ ;

d. La théorie des coûts de transaction :

Lorsque l'on cherche à utiliser la théorie des coûts de transaction, il ne faut jamais oublier deux choses la première est que son objet concerne les transactions c'est donc l'unité d'analyse à laquelle il faut toujours se référer en dernière instance, la deuxième est que l'on recherche le mode

⁶²Schick, op.cit., p.05

⁶³ La loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, cadre réglementaire de l'audit interne en Algérie.

⁶⁴ Bertin, op.cit., p.23

de gouvernance qui permet de minimiser les coûts de transaction pour une tâche donnée. Les modes de gouvernance sont : le marché, le contrat ou forme hybride et le bureau privé ou public chargé d'une tâche de réglementation. Dans le cadre de notre recherche, on va se concentrer sur le marché puisqu'il est un espace sur lequel les entreprises s'affrontent pour obtenir des clients ou des ressources. Pour les théoriciens des coûts de transaction (Coase 1937; Williamson 1985) l'entreprise contrairement au marché, apparaît comme le mode d'organisation qui permet de réaliser des économies sur les coûts de transaction. En effet, « ce qui distingue les entreprises des marchés, c'est la capacité qu'ont les entreprises à internaliser certaines transactions et à les réaliser à un coût moindre que si elles avaient dû se dérouler sur les marchés».

A cet effet, les dirigeants des grandes sociétés et des PME, PMI ont décidé de créer un service d'audit interne au sein de l'entreprise afin d'internaliser l'essentiel de travaux d'audit légal ; il s'agissait là de réduire les honoraires de l'auditeur légal jugés élevés dans le cadre de la réduction des coûts de transaction. ⁶⁵

e. La théorie de l'agence et de la gouvernance de l'entreprise

On attribue la paternité de la théorie de l'agence à Jensen et Meckling (1976). Dans leur article fondateur, ces deux auteurs définissent l'entreprise comme un nœud de contrat entre les dirigeants et ses parties prenantes mais ils centrent leur analyse sur les relations actionnaires dirigeants⁶⁶.

L'agence, sujet de la théorie portant cette appellation, consiste à déléguer la gestion des propres biens et intérêts des propriétaires de l'entreprise ou d'une personne à une tierce personne et de s'assurer que cette dernière agit bien dans l'intérêt des propriétaires. En l'occurrence, les actionnaires apportent les capitaux et octroient aux dirigeants un mandat pour qu'ils gèrent au mieux l'entreprise (c'est à dire qu'ils essaient de maximiser la performance de l'entreprise).

La personne qui délègue à une autre le droit de décider à sa place est appelée le principal ou le mandant et celui qui agira au nom du principal est dénommé l'agent ou le mandataire. Dans cette perspective, la relation contractuelle lie le propriétaire dénommé principal au dirigeant de l'entreprise appelé agent.

Cette séparation propriété/gestion-décision peut générer deux problèmes en raison des divergences d'intérêt ; le dirigeant cherche son avantage personnel surtout lorsqu'il est géographiquement éloigné des actionnaires, cette position peut offrir aux dirigeants l'opportunité de commettre des malversations au détriment de l'intérêt des actionnaires. Cette divergence d'intérêts peut amener des conflits qui représentent des coûts pour l'entreprise.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Bertin, op.cit., p 24

Pour conclure, la fonction de l'audit interne a subi des changements significatifs au cours du siècle dernier, l'objectif principal de la fonction d'audit interne est passé de la détection des fraudes à aider les gents dans la prise des décisions en commençant par une évaluation des risques.

3.2.3. Objectifs et types de l'audit interne :

a. Objectifs :

L'Audit Interne, composante du contrôle interne, a pour objectifs de⁶⁷:

- S'assurer de l'existence d'un bon système du contrôle interne permettant la maîtrise des risques.
- Veiller en permanence à l'efficacité de son fonctionnement.
- Apporter des recommandations pour améliorer son efficacité.
- Informer de manière régulière et indépendante, la Direction Générale, l'Organe Délibérant et le Comité d'Audit de l'état du dispositif du contrôle interne.

Ces objectifs doivent être parfaitement perçus par l'ensemble de l'établissement et exprimés par un document approuvé par l'Organe Exécutif et le Comité d'Audit.

b. Types de l'audit interne :

Pour pouvoir donner une typologie de l'audit, nous essayerons de préciser les critères qui peuvent être retenus pour classer les différents types de l'audit : Selon la nature de l'audit ou son objectif ; Selon le domaine concerné ; Selon le domaine d'intervention de l'auditeur.

- Selon la nature de l'audit ou son objectif :

Les différents grands axes d'audit, à savoir l'audit de régularité, d'efficacité et de management et stratégique, financier et flash⁶⁸:

Audit de régularité : Cet audit est appelé audit de conformité. Il a pour objectif principal la vérification du respect des procédures et des dispositions légales et réglementaires. L'auditeur suit une démarche simple et classique qui consiste à la bonne application des règles, des procédures, de la description des tâches et des postes, l'analyse de l'organigramme et du système d'information.

Audit d'efficacité : C'est l'audit dont l'objet, au-delà d'une comparaison de la réalité à un référentiel préexistant, est d'examiner le bien fondé de méthodes et de procédures, l'adéquation des moyens aux objectifs et d'évaluer la performance d'une entité. Cet audit demande une certaine compétence, technicité et surtout une grande habilité.

Audit de management : Cet audit a pour objectif de vérifier si les moyens de management retenus par la direction sont convenablement mis en œuvre et adéquats par rapport aux objectifs déclarés. Il

⁶⁷ Antoine Sardi. ; *Audit et contrôle interne bancaires* ; Edition AFGEE ; Paris ; 2002 ; P 82.

⁶⁸ Belaid Khayarallah; *L'audit interne et l'approche de la dynamique de groupes*; Edition Centre de Publication universitaire; Tunis ; 2005 ; P 23-24- 25

s'agit d'un développement important de la fonction d'audit. L'auditeur est appelé à observer les choix et les décisions, les mesurer et attirer l'attention de la direction générale sur les risques éventuels ou leurs incohérences. L'auditeur analyse la politique déjà tracée qui doit être conséquente avec la stratégie de l'entreprise.

Audit de stratégie : Celui-ci représente un audit de niveau supérieur rarement appliqué dans les organisations du fait de sa complexité. L'audit de stratégie consiste à l'appréciation des politiques et stratégies de l'entreprise par rapport au milieu dans lequel elle évolue.

Audit financier : L'audit financier porte sur les informations financières émises par une entité déterminée. Il ne s'agit, donc, pas de l'audit des finances qui pourrait avoir pour objectif de se prononcer sur les activités et la gestion financière de cette même entité.

Audit flash : Il s'agit d'une mission rapide, limitée dans ses objectifs voire dans ses moyens, déclenchée pour faire face à un besoin particulier non pris en compte par le programme d'audit ou pour répondre à toute autre nécessité tel que l'audit d'une petite structure (une caisse), l'audit d'une étude préalable à la réalisation d'un projet, vérification minimale d'un dispositif du contrôle interne... À ces quatre catégories (régularité, efficacité, management et stratégique) correspondent des audits que l'on peut qualifier « par destination », qui correspondent aux différentes fonctions de l'entreprise et qui, pour cette raison, sont dits « opérationnels ». Ils concernent toutes les activités de l'entreprise, y inclus bien évidemment la fonction comptable et financière, mais avec pour objectif d'examiner la façon dont elles sont opérées.

- **Selon le domaine concerné:**

Selon le domaine concerné, on peut révéler deux types d'audit qui relèvent de l'audit interne :

Audit social : Selon Raymond VATIER « Audit social est un instrument de gestion, une démarche d'observation qui tend à estimer la capacité d'une entreprise à maîtriser les problèmes humains ou sociaux que lui pose son environnement et à gérer ceux qu'elle suscite elle-même par l'emploi du personnel nécessaire à son activité »⁶⁹.

L'audit social regroupe les formes d'audit appliquées à la gestion et au mode de fonctionnement des personnes dans les organisations qui les emploient ainsi qu'au jeu de leurs relations internes et externes. L'audit social est un instrument de responsabilité sociale pour une organisation⁷⁰.

Audit qualité : Selon la Norme ISO 19011, 200230, il convient d'entendre par "audit", "preuves d'audit" et "critères d'audit" : audit qualité, preuves d'audit qualité et critères d'audit qualité.

«L'Audit (ISO 19011, 2002) est un processus systématique indépendant et documenté en vue d'obtenir des preuves d'audit et de les évaluer de manière objective pour déterminer dans quelles

⁶⁹ Vatieur, *audit de la gestion sociale*, Edition d'organisation, 1988, P 04.

⁷⁰ Kurian, *Social audit*, Centre for Good Governance, Hyderabad, 2008, P 01.

mesures les critères d'audit sont satisfaits. On appelle critères d'audit, un ensemble de politiques, procédures ou exigences déterminées. Les preuves d'audit sont des enregistrements, énoncés de faits ou autres informations, qui se rapportent aux critères d'audit et sont vérifiables⁷¹. Il est à noter que l'audit qualité s'applique essentiellement, mais n'est pas limité, à un système qualité ou à des éléments de celui-ci, à des processus, à des produits ou à des services. De tels audits sont couramment appelés : « audit de système qualité », « audit qualité de processus », « audit de qualité produit », « audit de qualité de service »⁷².

- Selon le domaine d'intervention de l'auditeur

Traditionnellement on distingue deux grands domaines d'audit: l'audit financier et l'audit opérationnel.

Audit financier : L'audit comptable et financier est un examen des états financiers de l'entreprise, visant à vérifier leur sincérité, leur régularité, leur conformité et leur aptitude à refléter l'image fidèle de l'entreprise. L'audit comptable et financier est la forme moderne de contrôle, de vérification, d'inspection, de surveillance des comptes, en apportant une dimension critique. Toute information comptable et financière peut avoir des conséquences graves sur l'entreprise, aussi est-il nécessaire pour les dirigeants de s'assurer de la sincérité des informations. Les préoccupations d'une révision pour les dirigeants sont le plus souvent⁷³ :

- Les besoins d'une information financière fiable avant de la présenter à des tiers ou aux associés;
- L'appréciation de l'organisation comptable actuelle afin d'en déceler les insuffisances et de les améliorer ;
- La nécessité d'éviter des fraudes et des détournements.

La mission d'audit financier a pour but d'assurer la fiabilité des informations financières et la protection des actifs matériels, humains et financiers. Elle correspond⁷⁴ :

- Soit à une mission exercée par un auditeur interne dans le cadre de la fonction finance (il ne s'agit nullement ici, d'une mission de certification des comptes) ;
- Soit à une mission exercée par un auditeur externe légal, comme celle du commissaire aux comptes, visant à certifier la régularité, la sincérité, l'image fidèle des états financiers.

En général, l'audit externe légal est une activité obligatoire orientée vers l'environnement de l'entreprise. Ses modalités d'intervention, sa finalité et sa périodicité sont déterminées par des critères légaux et réglementaires.

⁷¹http://www.ifaci.com/dl.php?table=bib_en_ligne&nom_file=prise_de_position__audit_interne_qualite__mai_2004__1.pdf&chemin=uploads/_ifaci.

⁷² Nanterme, *Gestion de la qualité : Audits internes et externes*, Université Strasbourg, P 06.

⁷³ Becour, Bouquin ; *Audit opérationnel*, Ed : Economica, 1996, P 13.

⁷⁴ Ibid.

Audit opérationnel : Cet audit qui s'applique à toutes actions, sans privilégier leur incidence sur la tenue et la présentation des comptes, a pour objet de juger la manière dont les objectifs sont fixés et atteints, ainsi que les risques qui pèsent éventuellement sur la capacité de l'entreprise ou d'une entité à définir des objectifs pertinents et à les atteindre, à apprécier leur opportunité. Cependant, plusieurs définitions sont données à l'audit opérationnel⁷⁵:

Pour H. ELLSWORTH et J. MORSE (1971) : il s'agit d'un audit de l'efficacité des opérations, qui ne s'applique qu'à quelques aspects de l'organisation et de son activité.

Pour D. FLESHER (1980) : c'est aussi un audit de l'efficacité et des fonctions.

Pour J. RAFFEGEAU, F. DUBOIS et D. DE MEMONVILLE (1989) : c'est un audit des performances et de l'efficacité de l'organisation. C'est aussi un audit des contrôles opérationnels, audit de gestion, audit de stratégie.

L'audit opérationnel comporte la vérification du caractère adéquat et de l'efficacité des systèmes et procédures internes ainsi que l'analyse des structures d'organisation et de l'attribution des responsabilités afin de vérifier que les objectifs fixés par le top management sont atteints à moindre coût. Cet audit fait recours essentiellement à l'évaluation d'une organisation du point de vue de la performance de son fonctionnement et de l'utilisation des ressources.

La mise en œuvre de l'audit opérationnel nécessite une bonne compréhension de l'entreprise en tant que projet, de son organisation (organisation du travail, et organisation administrative, organisation comptable), de son système de contrôle interne.

L'audit interne est une ressource précieuse pour les organes de gouvernance et pour toutes les parties prenantes car il les aide à atteindre leurs objectifs et à améliorer la maîtrise des activités de l'organisation : un objectif certes ambitieux, mais relevé quotidiennement par les auditeurs internes.

⁷⁵ www.perso.menara.ma/encgm/public_html/audit.doc

Conclusion du chapitre :

Le contrôle interne ayant une dimension préventive permet d'identifier l'ensemble des facteurs internes et externes susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs fixés.

Il englobe toutes les variantes de sécurités qui existent au sein de l'entreprise afin de fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs.

C'est à partir de la notion du contrôle interne que se définit la fonction d'audit interne dont la finalité est l'amélioration constante des contrôles internes. Ces derniers constituent donc la matière sur laquelle va travailler l'auditeur interne.

Etant donné que le SCI est limité par des facteurs, les auditeurs internes doivent combler ses limites tout en identifiant les faiblesses résidant dans sa conception ou lors de sa mise en œuvre.

De ce fait, l'audit interne est un élément du système de contrôle interne. Ainsi, on se place dans une approche reposant sur des mécanismes qui s'emboîtent, c'est-à-dire une véritable chaîne de contrôle comprenant les auditeurs internes.

Chapitre 3 : la mission d'audit interne des immobilisations

Introduction du chapitre :

La mise en place des dispositifs de maîtrise des risques au sein d'une entreprise, permet au cycle immobilisation de participer à l'atteinte des objectifs de cette entreprise. Cependant, l'audit permet de s'assurer de l'efficacité de ces dispositifs grâce à un examen méthodique permettant de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Ce chapitre donnera un aperçu sur la démarche à effectuer au moment où l'on procède à l'audit du cycle immobilisation

Section 1 : Démarches d'audit du cycle immobilisation :

Toute mission d'audit interne est organisée par une démarche systématique (méthodologie) menée par une équipe d'auditeurs et dirigée par un chef de mission. Le rôle du chef de mission est d'animer et contrôler la progression des travaux afin de conjuguer tous les efforts des auditeurs, d'assurer la qualité des travaux et d'assumer la responsabilité d'interface avec les audités (responsabilité relationnelle). Une mission d'audit peut durer de quelques jours à quelques mois selon l'envergure du sujet et le nombre d'auditeurs, le plus fréquent est de quatre à dix semaines pour une mission nouvelle avec 2 à 4 auditeurs dont un chef de mission.

L'objet d'une mission d'audit interne est l'étude de la maîtrise des risques de l'activité, le processus ou l'entité qu'on audite⁷⁶. Elle se compose de trois grandes phases précises et identifiables, phase que l'auditeur est tenu de respecter pour lancer, effectuer et conclure sa mission. Ainsi ces trois phases sont⁷⁷ :

- Phase de préparation ou l'étude préliminaire ;
- Phase de réalisation ou de vérification ;
- Phase de conclusion.

La méthodologie d'audit est fondée sur l'approche par les risques⁷⁸.

1.1. L'étude préliminaire (Phase de préparation) :

Toute mission d'audit s'ouvre par une lettre de mission, à ce stade, il est nécessaire de comprendre le contexte socioculturel et le métier du domaine à auditer. A l'entrée, l'auditeur reçoit la lettre de mission et le dossier permanent, à la sortie, l'auditeur reproduit le plan de travail et le dossier de la mission⁷⁹. Nous pouvons cerner les principales étapes de la phase de préparation en les points suivants :

1.1.1. Lettre de mission

La lettre de mission est le mandat donné par la Direction Générale à l'Audit Interne, qui informe les principaux responsables concernés de l'intervention imminente des auditeurs⁸⁰.

Cette lettre s'agit généralement d'un document d'information court qui indique généralement les informations suivantes : L'objet ou le sujet de la mission, les objectifs de la mission, les entités

⁷⁶ Schick , op.cit., p.112

⁷⁷Bertin, Godowski, Interactions entre les acteurs du processus global d'audit et gouvernance de l'entreprise : une étude exploratoire, Université Montesquieu, Université Toulouse, France, 2010, p 38.

⁷⁸ Bertin,op.cit., p.102

⁷⁹ Belaid Khayarallah; *L'audit interne et l'approche de la dynamique de groupes*; Edition Centre de Publication universitaire; Tunis ; 2005 ; P 32

⁸⁰ Olivier Lemant ; *La conduite d'une mission d'audit interne* ; Edition DUNOD ; Paris ; 2ème Ed ; 1995 ; P35.

concernées, la date du début de la mission, la durée de la mission, le responsable et les membres de la mission.

Figure 2: EXEMPLE d'une lettre de mission:

La lettre de mission	15 mars 20xx
<p>A : Département comptabilité De : La fonction d'audit interne Objet : Audit du processus comptes créditeurs</p>	
<p>Le département d'audit interne a prévu un audit de vos processus de comptes créditeurs. Notre examen portera sur les procédures comptables, les communications et les interfaces avec le service des achats, et les procédures d'acceptation des escomptes de caisse. Nous avons également prévu d'effectuer un examen détaillé de vos procédures. Cette revue a été programmée dans notre processus annuel de planification et a été également demandée par nos auditeurs externes.</p>	
<p>Nous allons commencer notre examen au cours de la semaine du 22 avril 20XX, et nous prévoyons de conclure notre travail, y compris l'émission d'un rapport d'audit, en Juin. Lester Tuttle sera directement responsable de cet examen, il prendra contact avec vous pour discuter de nos plans d'examen plus en détail. Lester sera assisté par deux autres membres de notre personnel de l'audit.</p>	
<p>Nous aurons besoin d'accéder à vos comptes régulièrement, les enregistrements comptables et des rapports comptables.</p>	
<p>De plus, il vous prie d'informer votre fournisseur que nous prévoyons d'effectuer certains tests automatisés sur des fichiers. Prière prendre les dispositions pour accéder aux systèmes avant notre visite. Nous aurons également besoin de l'espace de travail dans votre bureau.</p>	
<p>Nous vous demandons de nous contacter au poste 9999 si vous avez des questions.</p>	
<p>CC: G. Busch A. Ponzi, X, Y, & Z Co. L. Tuttle</p>	

Source : David, « Nature des changements produits par une mission d'audit interne », Université of Toronto, 2001. p 89.

1.2. L'étape de familiarisation :

Durant cette étape, l'auditeur va utiliser un certain nombre de moyen pour obtenir des résultats, comme le questionnaire de prise de connaissance qui doit contenir des questions importantes, dont la réponse doit être connue pour avoir une bonne compréhension du domaine à auditer.⁸¹

Cette étape est matérialisée par un document appelé « plan d'approche » qui organise la phase de préparation ; il associe à une prise de connaissance du domaine à auditer défini par l'ordre de mission et une prise de conscience de ses habituels risques et opportunités d'amélioration, une décomposition du sujet de la mission en objets auditables qui produit le référentiel⁸².

1.2.1. L'identification et l'analyse des risques :

L'ensemble des documents collectés et des connaissances acquises lors de l'étape de reconnaissance seront analysés par l'auditeur interne, pour pouvoir identifier les zones à risques, dans le but de planifier sa mission, et construire son référentiel et élaborer son programme. Cette étape est conclue par un tableau d'identification des risques qui permette à l'auditeur interne à préciser les objectifs de sa mission, qui se présente sous la forme suivante⁸³ :

Tableau 6: Le tableau d'identification des risques

Tâches	objectifs	Risques	évaluation	Dispositif du CI	constat
Indiquer les tâches ou opérations élémentaires.	En face chaque tâches ses objectifs	Rappeler les risques essentiels si les objectifs ne sont pas réalisés et la tâche est mal faite.	Evaluer les risques important (I) moyen (M) faible (F) fort.	Indiquer le dispositif de CI que l'auditeur devrait trouver pour maîtriser les risques encourus.	Indiqué si le dispositif identifié existe ou pas.

Source : Renard, op.cit., p.229.

⁸¹ Olivier Lemant ; «La conduite d'une mission d'audit interne » ; Edition DUNOD ; Paris ; 2ème Ed ; 1995 ; P39.

⁸² idem ; p39.

⁸³ Renard, op.cit., p.229

C'est donc à partir de ce tableau que l'auditeur interne va préciser les objectifs de sa mission. Mais le tableau n'est qu'une aide à la décision et qu'il faudra l'interpréter.

Après la conception de ce tableau et l'identification des principaux risques, il convient à l'auditeur de dresser une cartographie des risques qui est un véritable inventaire des risques de l'organisation, et permet d'atteindre trois objectifs⁸⁴ :

- Inventorier, évaluer et classer les risques de l'organisation.
- Informer les responsables afin que chacun soit en mesure d'y adapter le management de ses activités.
- Permettre à la direction générale, et avec l'assistance du gestionnaire de risque, d'élaborer une politique de risque qui va s'imposer à tous :
 - Aux responsables opérationnels dans la mise en place de leur système de contrôle interne.
 - Aux auditeurs internes pour élaborer leur plan d'audit, c'est-à-dire fixer les priorités.

1.2.2. Définition des objectifs

Cette étape est importante car elle va permettre de planifier, d'orienter et de déterminer les objectifs de la mission qui seront formalisés sur un document appelé « Rapport d'orientation ». Ce dernier définit les objectifs de la mission sous trois rubriques⁸⁵ :

- **Objectifs généraux :**

Ce sont les objectifs permanents du contrôle interne, et que l'auditeur doit assurer qu'ils sont appliqués et pris en compte d'une façon efficace et pertinente : sécurité des actifs ; fiabilité des informations ; respect des règles et les directives ; optimisation des ressources.

- **Objectifs spécifiques :**

Précisent les différents dispositifs de contrôle qui tout participent à la réalisation des objectifs généraux, et se rapportent aux zones à risque déjà identifiées. Donc l'auditeur interne va procéder à un arbitrage pour chaque tâche d'activité auditée, afin de savoir l'existence d'un dispositif jugé nécessaire et de qualifier les risques correspondants.

- **Le champ d'action :**

Les auditeurs vont proposer un champ d'action à leurs enquêtes dans le rapport d'orientation pour atteindre ses objectifs.

Une fois cette étape est terminée, l'auditeur se plaçant sur son terrain professionnel.

1.3. Phase de réalisation :

⁸⁴Jacques Renard, op.cit., p.157

⁸⁵ Jacques Renard, op.cit, p.231

Cette phase consiste à réaliser des travaux de vérification sur le terrain à partir des informations fiables et pertinentes recueillies dans la phase précédente.

La phase de réalisation fait beaucoup plus appel aux capacités d'observation, de dialogue et de communication. Se faire accepter est le premier impératif de l'auditeur, se faire désirer est le critère d'une intégration réussie. C'est à ce stade que l'on fait le plus appel aux capacités d'analyse et au sens de la déduction.

1.3.1. Réunion d'ouverture :

Pendant la phase précédente, l'auditeur fixe les objectifs de la mission, c'est ce qui constitue le rapport d'orientation. Cette phase commence par une réunion d'ouverture, qui jalonne la mission donnant lieu à des terminologies diverses. Au terme de cette réunion, des modifications et des retouches décidées en commun sont apportées au rapport d'orientation. Elle marque le commencement des opérations de réalisation et on ne peut la tenir tant qu'il n'y a pas de programme à présenter à l'audit. Elle a pour objectif de matérialiser le démarrage officiel de la mission.⁸⁶

1.3.2. Le questionnaire du contrôle interne :

C'est un document qui comprend une liste de questions à poser en vue d'évaluer le dispositif du contrôle interne. Les QCI mettent en relief les points forts et les points faibles du CI et permettent donc d'orienter le programme de vérification⁸⁷.

Les réponses positives signalent des points forts que l'auditeur devra vérifier, les réponses négatives quant à elles, servent à désigner un point faible du contrôle interne dont l'auditeur aura à évaluer l'impact sur le système du contrôle interne⁸⁸.

Les QCI peuvent être⁸⁹ :

a. Narratifs ou ouverts :

- questions générales orientées vers la description des tâches et des circuits d'information
- réponses sous forme narrative

b. Fermés :

- Questions précises détaillant l'ensemble des tâches à réaliser
- Réponses attendues et précises (par « Oui » ou « Non » par exemple)

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Jacques Renard, op.cit, p.241.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Ibid.

2. Travail sur le terrain :

La démarche que l'auditeur doit suivre à ce niveau doit être définie avec précision ;

La démarche logique : l'auditeur procède à un découpage logique des opérations, nécessaire à l'identification des risques. A partir de cette identification des risques, l'auditeur définit ses objectifs et établit un programme de travail⁹⁰.

Pour chacun des points du CI, il se pose les questions qui, quoi, où, quant et comment ? Il répond à ces questions par le travail sur le terrain en réalisant des tests avec l'aide des outils qui sont à sa disposition comme le QCI, interview etc. Chaque dysfonctionnement, chaque anomalie donne lieu à l'établissement d'une fiche de test puis d'observation pendant la phase suivante⁹¹.

2.1. Phase de conclusion :

2.1.1. La feuille de test:

La fiche ou feuille de test est un document interne à l'équipe d'audit en charge de la mission, son objectif est de décrire et documenter les résultats des tests d'audit afin de constituer une preuve suffisante, fiable et pertinente des observations que l'auditeur interne fait au cours de la phase de réalisation de sa mission⁹².

2.1.2. La feuille d'observation :

Les fiches d'observation sont la formalisation du résultat de la comparaison entre un référentiel (la situation normale) et une réalité observée (la situation actuelle).

La fiche d'observation est l'opinion de l'audit interne sur la conception et le fonctionnement des activités de contrôle. Elle propose une analyse de la ou des cause(s) des éventuels dysfonctionnements ainsi que la ou les mesure(s) corrective(s) qui permettrait (aient) d'y remédier⁹³.

2.1.3. Rapport d'audit :

Ce rapport a pour but de communiquer des informations opportunes et pertinentes à la direction et aux responsables du domaine audité relatives au dispositif de maîtrise des risques du domaine audité. Ces informations portent sur les points à améliorer et les axes d'amélioration envisagés ainsi que sur les points forts. Ainsi que documenter le périmètre de la mission, ses conclusions, les observations et les plans d'action. Il contient l'objet, le périmètre, la période couverte par la mission, les observations, les conclusions de la mission et finalement le plan d'action de la direction pour remédier aux observations exposées⁹⁴.

⁹⁰ Jack Renard, op.cit, p. 249

⁹¹ Ibid.

⁹² IFACI, « Les outils de l'audit interne », Ed: Eyrolles, 2013, p88.

⁹³ IFACI, op.cit, p.90.

⁹⁴ IFACI, op.cit, p.92.

Conclusion du chapitre :

L'art de l'auditeur interne s'appuie surtout sur une méthodologie d'investigation et de communication qui se déroule en trois phases : la phase d'étude, la phase de vérification et la phase de conclusion. Cette méthodologie est caractérisée par des techniques qui assurent la qualité des missions d'audit. Ces techniques concourent à construire d'une manière objective l'opinion de l'auditeur interne et d'apporter la preuve des faits qu'il rapporte et de l'évaluation correcte des impacts qu'il indique.

Afin de renforcer l'efficacité de la fonction d'audit interne, il est nécessaire qu'elle fasse l'objet d'un audit, sachant que le contrôle n'exclut jamais la confiance. Cet audit de l'audit interne va assurer une plus grande transparence, crédibilité et performance.

Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

Introduction du chapitre

Pour causes des défaillances et faiblesses du système de contrôle interne, l'importance de l'efficacité de ce dernier est devenue plus qu'une nécessité. Y compris la fonction d'audit interne des immobilisations qui est un élément du système de contrôle interne. C'est pourquoi, ces dernières années, l'utilité de l'audit interne est devenue de plus en plus évidente.

En vue de mettre en application les connaissances théoriques présentées au cours des trois derniers chapitres, nous avons effectué un stage pratique au sein de l'entreprise Danone Djurdjura. L'objet de ce quatrième chapitre est de présenter le déroulement d'une mission d'audit interne des immobilisations, en se basant sur la méthodologie et les utiles de conduite de la mission.

Section1 : Présentation de Danone Djurdjura :

1.1. Historique :

Danone et une entreprise multinationale qui a fait un partenariat avec Djurdjura en Octobre 2001.

a. Groupe DANONE :

L'origine du groupe Danone remonte à 1966, lors que la fusion de deux société verrières française, glaces de Boussois et verrières SonchoirNewrsel, a donné naissance à la société Boussois SonchoirNewrsel, En 1967, le groupe BSN réalisait un chiffre d'affaire d'environ 150 million d'euros dans le verre plant et le verre d'emballage.

Au cours des années 70_80 le groupe Danone BSN, après avoires cédé son activité de verre plat, a concentre son développement sur l'alimentation En Europe occidentale. Danone le premier producteur de Yoghourt au États-Unis générale Biscuit, aussi parmi les premiers de fabrication de fromage en Italie.

Pour affirmer son statut de groupe Danone international de l'agroalimentaire et des boissons, le groupe BSN a décidé en 1994, de se rebaptiser groupe Danone .En 1997, le groupe a engagé un important programme de recentrage sur trois métiers prioritaires a vocation mondiale qui représentent 77 % de la chiffe d'affaire, le groupe DANONE est le premier producteur mondial de produit frais, et d'eau conditionnée.

b. Laiterie DANONE DJURDJURA:

C'est en 1948, que murit dans l'esprit du groupe Batouche, l'idée de création d'une petite unité de fabrication de Yaourt avec des moyens très limitée, En octobre 2001, le leader mondial des produit laitiers frais Groupe DANONE a conclu un accord de partenariat avec La laiterie Djurdjura, leader du marché Algérie des produites laitiers frais (PLF) en 2007 dont le capitale est estimé à 2.700.000.000 DA. Ce qui a donné naissance à une nouvelle société (Danone Djurdjura Algérie SPA).

1.2. Les missions et les objectifs de l'entreprise:

a. La mission de l'entreprise :

La mission principale de l'entreprise DDA est de satisfaire les besoins du marché en matière des produits frais. Les activités principales de l'entreprise sont principalement la transformation des matières premières en produit laitier finis prêt à être utilisé par le consommateur final.

b. Les objectifs de l'entreprise:

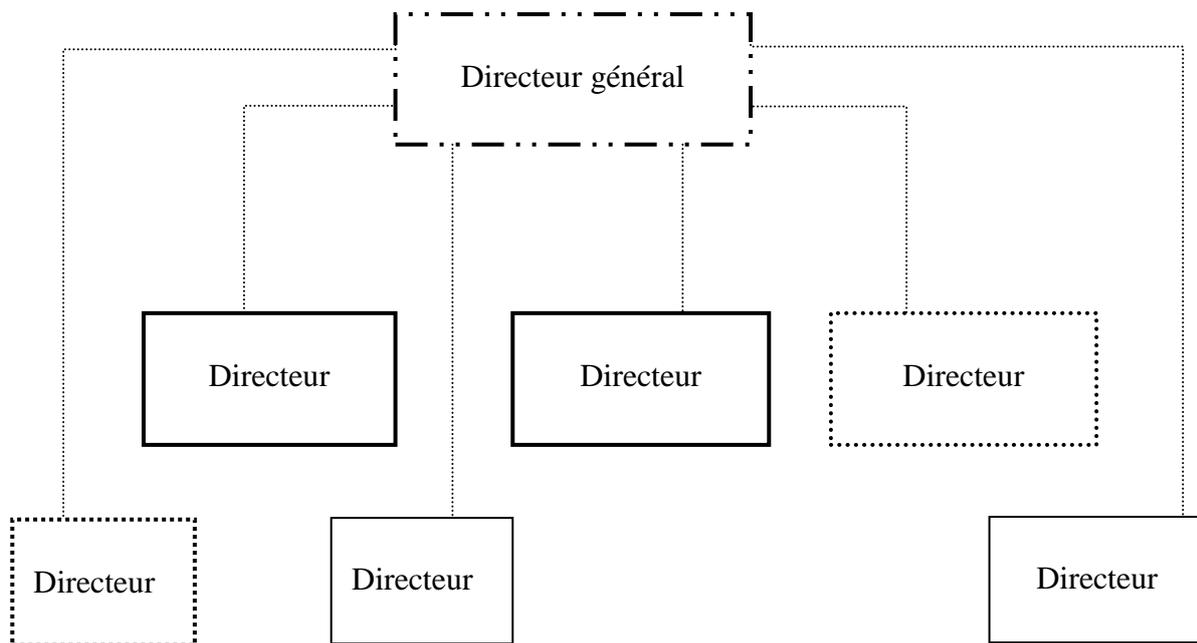
En sa qualité de leader dans son domaine, l'entreprise DDA comme ultime objectif de maintenir son statut de leadership, à cela s'ajoute d'autres objectifs complémentaires dont :

- Accroître ses parts de marché en volume.
- Satisfaire les besoins et attentes des clients en vue de les fidéliser.
- Lancer de nouveaux produits sur le marché.
- Etablir d'autres contrats d'exclusivités avec de nouveaux clients
- Installation d'une nouvelle unité de production à Ighzer Amokrne.

c. Organisation et fonctionnement de DDA :

L'organigramme renseigne sur la répartition des tâches et des activités, sur les liaisons hiérarchiques fonctionnelles et de conseil existants. Il n'est qu'une image de la structure à un moment précis de la vie de l'entreprise.

Figure 3: Organigramme de Danone.



Source : document interne de l'entreprise.

d. Les missions de quelques directions de l'entreprise dont la supplychain :

Comme on peut le constater dans l'organigramme ci-dessus l'entreprise DANONE DJURDJURA est composée de la direction générale et d'une assistante de direction de 06 autres directions qui sont comme suit :

c. Direction générale :

La Directions générale assure le rôle de pilotage qui à tracer les grandes orientations et objectifs à atteindre.

- **Direction des achats :**

Elle assure la production du marché et géré tous les achats d'entreprise en matière, matière consommable, emballage et pièces de recharge.

- **Direction marketing :**

Elle consiste à collecter les informations et analyse les besoins des consommateurs afin de le satisfaire tous en respectant les objectifs de l'entreprise.

- **Direction de supply-chain :**

Les principales fonctions de ce département son :

Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

- **La prévision** : Il s'agit de prévoir les ventes suivant les événements futurs en coordination avec la communication et marketing.
- **La planification** : Elle consiste à :
 - ✓ La gestion des stocks de matière première.
 - ✓ Achat à l'importation et le dédouanement.
 - ✓ Alimentations des dépôts selon leurs besoins et ventes aux clients directs.
- **La performance** : Coordination entre la production et le commercial.

1.3. La production et les différents produits:

L'unité DANONE DJURDJURA Algérie produit 350 à 400 tonnes /jours.

Ses différents produits sont :

- Yaourt ferme (Yaoumi)
- Activai
- Mini Prix
- Cremix
- Danino
- Crème dessert (DANETTE)
- Yaourt à boire (dan 'up)
- Jus (Danao).

Section 02 : La réalisation d'une mission d'audit interne des immobilisations chez DANONE DJURDJURA.

Cette section traitera des différentes étapes et les utiles de l'audit du cycle immobilisation du DANONE DJURDJURA. A cet effet, la première étape consistera à l'étude préliminaire qui a été consacré à la réalisation du plan de mission qui précisera les objectifs et le champ d'intervention de la mission, la durée de la mission ainsi que les ressources allouées. La seconde étape est la vérification, permettra de réaliser le rapport d'orientation de la mission qui reprendra les conclusions retenues du tableau des forces et faiblesses apparentes, l'élaboration du programme de vérifications de la mission qui sera élaboré suite à analyse du rapport d'orientation, les techniques utilisées sont la vérification arithmétique, l'examen, l'analyse et l'observation physique. Et en dernière étape qui est la conclusion, nous passerons à la rédaction du rapport d'audit incluant les feuilles de test et d'observation.

2.1. Phase de préparation :

Durant la phase de préparation de la mission, l'auditeur interne a au préalable informé le service CONTROLE DE GESTION du démarrage de la mission. Par la suite, il a procédé à l'identification des risques et enfin, il a défini les objectifs à atteindre.

2.1.1. Lettre de mission :

Cette étape correspond au déclenchement de notre mission, elle se caractérise au préalable par l'émission d'un ordre ou d'une lettre de mission.

Figure 4: la lettre de mission



**Monsieur le Directeur
des Finances IBS**

Objet: Mission programmée portant audit des immobilisations.

Dans le cadre de la préparation de mémoire de fin d'étude, La stagiaire est chargée de l'audit portant « Audit des immobilisations ».

Les objectifs généraux de la mission sont l'évaluation du degré de maîtrise de la gestion de l'activité au plan du contrôle interne & opérationnel et son amélioration.

Cette mission sera conduite par Melle BELFARES Yasmine auditrice et sera supervisée par le YAHIAOUI Nassim ; responsable d'audit et contrôle interne.

La mission sera lancée sous huitaine et se déroulera sur 04 semaines.

Des contacts préliminaires seront pris prochainement auprès de vous-même puis avec vos principaux collaborateurs que nous vous prions d'informer et de nous désigner.

Toute l'équipe et moi-même vous remercions par avance de votre concours actif au bon déroulement de cet audit.

Source : établi par moi-même sur la base d'un entretien.

2.1.2. tableau des risques :

Le tableau de risque constitue un outil indispensable auquel les auditeurs interne doivent se référer, il leur permet d’une part de définir le champ et les limites de ses investigations, et d’autres part de structurer la présentation de ses analyses et conclusion.

Tableau 7: tableau des risques

Activités	objectifs	risques
Transferts des immobilisations	Evaluer le degré de maîtrise et de respect du contrôle interne en matière d’Affectation, Transfert, Réception, des immobilisations.	<ul style="list-style-type: none"> - Transférer des immobilisations sans fiches navettes validées. - Transférer les immobilisations sans enregistrements comptables
Inventaires des immobilisations	S’assurer que les inventaires physiques des immobilisations sont réalisés dans le cadre d’un processus prédéfinie au préalable.	<ul style="list-style-type: none"> - possibilités équipements non déclarés - écart non justifié
Cessions des immobilisations	S’assurer que les cessions d’immobilisations sont réalisées conformément à la procédure et au révérenciel DANGo.	<ul style="list-style-type: none"> - possibilité de paiement pour des cessions non validées - Risque de fraude

Source : établi par moi-même

• Définition des objectifs :

Les objectifs sont définis dans un rapport qui s’appelle le rapport ou note d’orientation, il contient les objectifs généraux, spécifiques et le champ d’application.

2.1.3. Note d'orientation :

MISSION : Audit des immobilisations

OBJECTIFS GENERAUX :

Cette mission d'audit a pour objectifs généraux l'évaluation du degré de maîtrise du cycle investissement au plan du contrôle interne & opérationnel et son amélioration. Elle cible :

- La sécurité des actifs,
- La fiabilité des informations,
- Le respect de la réglementation et procédures
- Efficience et efficacité des opérations

OBJECTIFS SPECIFIQUES :

Au-delà des objectifs généraux, cette mission d'audit a pour objectifs de :

- Evaluer le degré de maîtrise et de respect du contrôle interne en matière d'Affectation, Transfert, Réception, des immobilisations ;
- S'assurer que les inventaires physiques des immobilisations sont réalisés dans le cadre d'un processus prédéfinie au préalable ;
- S'assurer que les cessions d'immobilisations sont réalisées conformément à la procédure et au révérenciel DANGo.

CHAMP D'ACTION :

Le champ d'action, les pistes d'audit et points de contrôle ainsi que les risques à examiner sont donnés dans le tableau suivant :

Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

Tableau 8: les pistes d'audit, les points de contrôle et les risques à examiner

Domaine	Pistes d'audit et points de contrôle	Risques
l'Affectation, Transfert, Réception, des immobilisations	Procédure gestion des immobilisations	1. Réception des immobilisations non conformes 2. Détérioration/perte d'immobilisations 3. Litiges, contentieux
	Fiche de transfert	
	Liste des équipements transférés pour l'année 2021	
	PV de réception	
	Lieux de stockage	
inventaires physiques des immobilisations	Procédure d'inventaire des Immobilisations	4. Risque juridique (non-respect de la réglementation /procédure) 5. Ecart non justifié ; 6. Des équipements non déclarés ; 7. Liste des équipements non exhaustifs,
	Le Rapport d'inventaire des immobilisations	
	Les fiches d'inventaire	
	Le Posting des inventaires sur le Système	
Reforme, Cession des immobilisations	Procédure de réforme et cession des immobilisations	8. Perte de patrimoine 9. Risque de fraude 10. Vente non déclaré 11. retard dans la vente 12. possibilité de paiement pour des cessions non validées
	Liste des équipements réformés.	
	PV de réforme	
	Lieux de stockage	
	Facture de vente	
	Formation des chauffeurs	
	Respect de la procédure en vigueur	

Source : élaborer par moi-même

Les critères d'évaluation qui seront utilisés dans cette mission sont :

- La procédure des immobilisations,
- Le Référentiel DANGo,
- Les bonnes pratiques de contrôle interne.
- Les exercices retenus pour nos investigations sont 2020 et 2021.

Chapitre 4 : la mission d’audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

ORGANISATION DE LA MISSION

- **Equipe d’audit**

Pour la réalisation de la mission, on a mis en place une équipe d’audit composée de :

- Melle Yasmine BELFARES: Auditeur (Stagiaire)

La mission est supervisée par Mr YAHIAOUI Nassim; Responsable d’audit et contrôle interne

Etendue de la collaboration du personnel de l’entité à auditer

Pour le bon déroulement de cette mission, l’équipe d’audit compte beaucoup sur la collaboration de ses interlocuteurs des différentes structures à auditer et ce notamment sur les points suivants :

- Présence et participation aux réunions prévues dans le programme de travail ou programmées d’un commun accord,
- Préparation et mise à disposition dans les meilleurs délais de toutes informations et documentations demandées,
- Objectivité et sincérité des réponses.

- **Estimation du temps**

Le budget temps alloué à cette mission est de **04 semaines** à compter du 22 Mars 2022.

Ce délai est donné à titre indicatif, il peut faire l’objet de modification en cas notamment de nécessité d’exploration approfondie sur certains constats, difficultés d’accès à l’information (recherche de documents probants, etc.).

- **Planning**

Le planning prévisionnel de réalisation de la mission est donné ci-après :

Tableau 9: le planning prévisionnel de réalisation de la mission d’audit interne des immobilisations.

Etapes	semaines										
	S 01 et S 02						S 03			S 04	
Préparation : étude préliminaire											
Réalisation : tests sur le terrain											
Conclusion : Rapport d’audit											

Source : élaboré par moi-même.

Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

2.2.1. Programme de travail :

Ce programme d'audit est établi par l'équipe en charge de la mission, sous la supervision du chef de mission.

Tableau 10:le programme de travail

Action	Responsable (en charge)	Réf. Papier de travail	Date début	Date fin	Technique d'audit
TRAVAUX PRELIMINAIRES					
Choix de l'équipe	chef de mission & auditeurs	élément de la préparation de la mission			
Lettre de mission	Directeur	lettre de mission			
Définition du champ d'action fonctionnel et opérationnel (structures et opérations concernées)	chef de mission & auditeurs	élément de la préparation de la mission			
Définition du champ d'action géographique	Directeur – chef de mission	élément de la préparation de la mission			
Indication des éléments à collecter par les auditeurs et le chef de mission (données, documents de gestion, procédures,...)	chef de mission & auditeurs	élément de la préparation de la mission			
Elaboration du tableau des risques (après les premiers entretiens)	Chef de mission – auditeurs	Modèle de tableau des risques			
Rédaction de la note d'orientation (après les premiers entretiens)	Chef de mission	Modèle de note d'orientation			
VERIFICATION					
Réunion d'ouverture	Directeur – chef de mission – auditeurs	PV de réunion d'ouverture			
➤ Objectif					
Objectifs 01 : Evaluer le degré de maîtrise et de respect du contrôle interne en matière d'Affectation, Transfert, Réception, des immobilisations.	Auditeur (stagiaire)	FdC 220-1			Entretien Contrôle Vérification sur la base de la documentation

Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

Action	Responsable (en charge)	Réf. Papier de travail	Date début	Date fin	Technique d'audit
Objectif 02 : S'assurer que les inventaires physiques des immobilisations sont réalisés dans le cadre d'un processus prédéfinie au préalable	Auditeur (stagiaire)	FdC 220-2			Contrôle Vérification sur la base de la documentation Entretien
Objectif 03: S'assurer que les cessions d'immobilisations sont réalisées conformément à la procédure et au révérenciel DANGO	Auditeur (stagiaire)	FdC 220-3			Contrôle Vérification sur la base de la documentation Entretien

Source : établi par moi-même

2.2. Phase de réalisation :

Afin d'accomplir notre mission, le programme de vérification a été mené pour évaluer l'importance des risques observés. Les techniques utilisées sont l'observation physique, le contrôle documentaire et l'information orale.

2.2.2. Réunion d'ouverture :

Tout commence par une réunion qui ouvre la phase de la réalisation nommée « réunion d'ouverture ». L'auditeur a expliqué oralement son rôle, ses objectifs et ses documents de travail. La méthodologie et les étapes de la démarche d'audit interne sont définies, ainsi que les tâches qu'il aura à effectuer tout au long de la mission.

2.2.3. Guide d'entretien et le questionnaire du contrôle interne :

Afin de bien mener notre travail en à procéder à un guide d'entretien et un questionnaire de contrôle interne qui nous permet à la réalisation de la mission.

Le guide d'entretien comprend :

- Transferts et réceptions des immobilisations ;
- Inventaires des immobilisations.

Et le QCI comprend :

- Suivi des mouvements des immobilisations ;
- Protection des actifs ;
- Réévaluation.



Contrôle : **FIN-22**
Date : **30/01/2020**
Document réalisé par : **Stagiaires**
Revu par : **YAHIAOUI Nassim**
Entretien réalisé par : **Stagiaires**
Interlocuteur : **Mohamed Ouhnja**

GUIDE D'ENTRETIEN

Questions pour évaluer l'exposition aux risques inhérents au contrôle :

REF/FIN-22: Full physical existence of fixed assets is verified and records are updated accordingly.

I. Transferts et réceptions des immobilisations:

1. Comment sont effectués les transferts des immobilisations?

.....
.....
.....

2. Dans quel cas les immobilisations sont transférées ?

.....
.....
.....

3. Existe-il une coordination entre la finance et les personnes chargées de transfert ?

.....
.....
.....

I. Inventaires des immobilisations :

1. À quelle fréquence l'inventaire est-il effectué pour identifier ces stocks ?

.....
.....
.....

2. Existe-t-il une politique et / ou une procédure ?

.....
.....
.....

i. Comment les actions correctives sont définies et exécutées chaque fois qu'il existe une divergence ?

Qui est responsable de le surveiller ?

.....
.....
.....

ii. Comment se déroule le processus d'inventaire des stocks dans une usine / un dépôt / un entrepôt externe ?

Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

.....
.....
.....

3. Comment se déroule la gestion des immobilisations obsolètes ?

.....
.....
.....

4. A quelle fréquence l'inventaire est il fait pour identifier ces équipements ?

.....
.....
.....

5. Existe il une politique et / ou une procédure en place ?

.....
.....
.....

6. Existe-t-il des PV de réunions de cession des immobilisations ?

.....
.....
.....

7. Les ventes des immobilisations sont ils précédé par : Des appels d'offres ? Des études comparatives ?

.....
.....
.....

8. Comment est définit le process ?

.....
.....
.....

9. Quels sont les documents d'accompagnements de ces transferts ?

.....
.....
.....

10. Validée par qui ?

.....
.....
.....



Contrôle : **FIN-22**

Date : **30/01/2020**

Document réalisé par : **Stagiaire**

Revu par : **YAHIAOUI Nassim**

Entretien réalisé par : **Stagiaire**

Interlocuteur : **Mohamed Ouhnia**

Questionnaires de contrôle interne QCI

OBJECTIF DU CONTROLE : S'assurer que les immobilisations existent, appartiennent bien à la société et qu'elles sont correctement évaluées et classées.

Tableau 11: QCI

QUESTIONS	Oui ou N/A	Non	Réf. Diag	Réf. Obs	Réf. test
SUIVI DES MOUVEMENTS					
1. Existe-t-il un fichier des immobilisations ?					
2. Ce registre est-il rapproché au moins une fois par an avec les comptes d'immobilisations ?					
3. Ce registre est-il périodiquement recoupé par un inventaire physique ?					
4. Si oui, cet inventaire est-il effectué par des personnes indépendantes des utilisateurs ?					
5. Les immobilisations complètement amorties sont-elles : a. maintenues dans les comptes ? b. périodiquement analysées pour vérifier qu'elles sont					

Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations au sein de Danone Djurdjura

toujours utilisées ?					
6. Les immobilisations détenues par des tiers sont-elles régulièrement : a. physiquement contrôlées par un délégué de la société ? b. confirmées par le tiers qui les détient ?					
PROTECTION DES ACTIFS :					
1. L'accès aux actifs qui peuvent être facilement déplacés (outillage, matériel de bureau, etc....) est-il suffisamment contrôlé ?					
2. Les titres de propriété relatifs aux biens immobiliers sont-ils conservés dans un coffre ou déposés chez un tiers de confiance ?					
3. La procédure d'ajustement des couvertures d'assurance est-elle suffisante (périodicité, prise en compte des acquisitions et cessions, inflations, etc.....) ?					
REEVALUATION :					
1. Si les immobilisations (ou une partie d'entre elles) ont été réévaluées, les dates et les méthodes de réévaluation sont-elles clairement identifiées ?					

Source : tableau fait par moi-même.

2.2.4. Travail sur le terrain :

Durant le travail sur le terrain, l'auditeur doit répondre aux questions déjà préparées, pour chaque dysfonctionnement constaté, l'auditeur rédige la fiche d'observation et la fiche de test.

2.2. La phase de conclusion :

C'est l'aboutissement de l'audit, cette partie consiste à préparer les fiches de test et d'observation, ensuite rédiger le rapport d'audit dans lequel elle présentera les principaux dysfonctionnements relevés et présentés sur les fiches précédentes, ainsi que le rapport d'audit contenant les dysfonctionnements classés par ordre décroissant de gravité.

À partir des étapes précédentes surtout le guide d'entretien et le QCI, nous avons essayé d'élaborer des fiches d'observation et de test pour chaque dysfonctionnement constaté, de relever les causes et conséquences de sa survenance et de proposer des recommandations et des actions correctrices pour améliorer le dispositif du contrôle interne.

Nous avons constaté les fiches suivantes :



Date : **03/04/2022**

Contrôle : **OPE_13**

Document réalisé par : **Stagiaire**

Revu par: **YAHIAOUI Nassim**

FEUILLE DE TEST 1

REF/OPE_13: Damaged and obsolete inventories are timely identified and disposed.

OBJECTIFS :

- S'assurer que les cessions d'immobilisations sont réalisées conformément à la procédure et au révérenciel DANGo.

MODALITES D'EXECUTION DU TEST :

- Analyse des documents ;
- Vérification Physique ;
- Guide d'entretien.

RESULTATS :

Une liste de lot de PDR « L01, L03, ERMI et devers process et conditionnement qui sont déclassés en 2019 » :

- Stockage à l'air libre et dans des conteneurs au niveau du magasin Eskimo
- Absence de revue périodique pour identifier les pièces à reformer
- Mauvaise condition de stockage
- Le plan d'action suite à l'audit 2020 n'est pas encore réalisé à 100%.

CONCLUSIONS :

Une liste de lot des PDR déclassés en 2019 sans aucune fréquence précise n'a été définie pour leurs cessions.



Date : **03/04/2022**

Contrôle : **OPE_13**

Document réalisé par : **Stagiaire**

Revu par: **YAHIAOUI Nassim**

FEUILLE DE TEST 2

REF/OPE_13: Damaged and obsolete inventories are timely identified and disposed.

OBJECTIFS :

- Evaluer le degré de maîtrise et de respect du contrôle interne en matière d'Affectation, Transfert, Réception, des immobilisations.

MODALITES D'EXECUTION DU TEST :

- Analyse des documents ;
- Vérification Physique ;
- Guide d'entretien

RESULTATS :

- Transfert de 30 équipements de l'usine de Blida vers Akbou;
- Trois équipements « **POMPE A LOBES 20 000 FRISTAM F130L, SKID PRE FILTRATION AIR 07 BARS DONALDSON et SKID PRE FILTRATION VAPEUR DOMINICK HUNTER** » ont été transférés sans fiches navettes.

CONCLUSIONS

Absence de fiche navette des équipements transférés de l'usine de Blida vers Akbou.



Date : 03/04/2022
Contrôle : OPE_14
Document réalisé par : Stagiaires
Revu par: YAHIAOUI Nassim

FEUILLE DE TEST 3

REF/OPE_14: stocks are secured through at least a full year-end count, in all locations.

OBJECTIFS :

- S'assurer que les inventaires physiques des immobilisations sont réalisés dans le cadre d'un processus prédéfinie au préalable

MODALITES D'EXECUTION DU TEST :

- Analyse des documents ;
- Vérification Physique ;
- Guide d'entretien.

RESULTATS :

- Un full inventaire des immobilisations est établi en 2016
- Un rapport d'inventaire des immobilisations a été établi par un cabinet externe
- Les écarts d'inventaires sont postés et validés.

CONCLUSIONS :

Absence d'inventaire des immobilisations depuis 2016.



Date : 11/04/2022

Contrôle : OPE_13

Document réalisé par : Stagiaires

Revu par : YAHIAOUI Nassim

FEUILLE D'OBSERVATION N° 01

Faiblesse N°01 : Une liste de lot des PDR déclassés en 2019 sans aucune fréquence précise n'a été définie pour leurs cessions. (**Annexe N° 1,2**)

REF/OPE_13: Damaged and obsolete inventories are timely identified and disposed.

Niveau de gravité : Majeur.

Faits ;

un inventaire et une vérification d'un échantillon d'un lot des PDR déjà déclassés pour but de leurs cessions, daté depuis 2019, après leurs approbation formelle qui sont toujours stockés à l'air libre et dans des conteneurs au niveau « Eskimo » cependant aucune fréquence précise n'a été défini pour leurs cession à la date du contrôle.

Causes ;

- lenteur dans la prise de décision ;
- mésestimation de l'importance de cession des équipements ;
- lourdeur et lenteur dans le processus de cession.

Conséquences ;

- Retard dans la vente ;
- Risque de perte du patrimoine ;
- Risque de fraude.

Recommandations ;

- Etablir un contrôle interne régulièrement ;
- Transférer les biens sans retard.

Avis de l'audit;



Date : 11/04/2022

Contrôle : OPE_13

Document réalisé par : Stagiaires

Revu par : YAHIAOUI Nassim

FEUILLE D'OBSERVATION N° 02

Faiblesse N°02 : Absence d'inventaire des immobilisations depuis 2016.

REF/FIN_22: Full physical existence of fixed assets is verified at least every 3 years and records are updated accordingly.

Niveau de gravité : Majeur.

Faits ;

Conformément à la référence FIN_22 et la procédure des immobilisations qui stipule que les inventaires des immobilisations doivent être effectués chaque 3 ans, néanmoins L'entretien effectué avec l'audit et le rapport d'inventaire consulté nous confirme que le dernier inventaire des immobilisations est daté de 2016.

Causes ;

- Crise sanitaire COVID-19

Conséquences ;

- Transfert des immobilisations non identifiés
- Risque de perte
- Risque de fraude
- Difficulté d'identification des immobilisations

Recommandations ;

- Etablir un inventaire des immobilisations dans les meilleurs délais
- Respecter la procédure des immobilisations pour un inventaire chaque 3ans.

Avis de l'audit



Date : 11/04/2022
Contrôle : OPE_13
Document réalisé par : Stagiaire
Revu par : YAHIAOUI Nassim

FEUILLE D'OBSERVATION N° 03

Faiblesse N°01 : absence de fiche navette des équipements transférés de l'usine de Blida vers Akbou.

REF/:OPE_14: stock stocks are secured through at least a full year-end count, in all locations.

Niveau de gravité : Moyen.

Faits ;

La vérification du fichier de Détail de décharge des équipements transférés en 2020 de l'usine de Blida vers Akbou nous montrent les constats suivants (**annexe 02**) :

Transfert de trois équipements ci dessous sans présence de fiche navette ;

- POMPE A LOBES 20 000 FRISTAM F130L transféré le 17/08/2020,
- SKID PRE FILTRATION AIR 07 BARS DONALDSON
- SKID PRE FILTRATION VAPEUR DOMINICK HUNTER transférés le 03/02/2020 sans la présence des fiches de navettes.

Causes ;

- Négligence du respect de la procédure ;
- Absence de collaboration avec l'équipe finance lors du transfert.

Conséquences ;

- Risque de fraude ;
- Difficulté de traçabilité de ses équipements.

Recommandations ;

- Régulariser les transferts des équipements identifiés par l'établissement des fiches ;
- navettes validées par les responsables habilités ;
- Tout transfert d'immobilisations devra faire l'objet d'une demande de mouvement d'immobilisation.

Avis de l'audit

Conclusion du chapitre :

Avec un volume conséquent des immobilisations et une croissance continue, le cycle immobilisation occupe une place centrale au sein de l'Entreprise.

L'optimisation de la gestion des immobilisations est un levier clé de performance des activités de l'entreprise. La gestion de ce cycle repose sur une organisation qui reste perfectible mais porte en elle une dynamique et une ressource humaine qui lui permettent de s'adapter et gagner en efficacité et en temps opportun, et des délais de traitement maîtrisés et optimisés.

Au terme de cette mission d'audit, nous avons relevé que la gestion de cette fonction repose sur une organisation et des outils de gestion dynamiques mais perfectibles.

Les investigations menées ont concerné les inventaires, la cession et les transferts des immobilisations qui ont permis de dégager des axes d'amélioration.

Les recommandations formulées font le lien avec les audits réalisés qui assurera une meilleure planification des inventaires, un renforcement du contrôle interne et une rationalisation des cessions.

Les axes d'amélioration relevés à travers cet audit touchent les volets, à savoir :

- La planification efficace des inventaires ;
- La gestion des transferts des équipements ;
- L'organisation optimale des cessions des immobilisations.

Conclusion générale

Conclusion générale

Les immobilisations constituent une partie plus ou moins importante de l'actif de l'entreprise en fonction du secteur d'activité, d'où l'importance et la nécessité de la maîtrise de la gestion des immobilisations pour qu'ils soient maintenus dans leur meilleur état pour éviter tous les préjudices qui peuvent avoir lieu.

L'audit interne joue un rôle essentiel dans l'évaluation, il vise non seulement à évaluer l'efficacité du contrôle interne, mais aussi la vérification de son existence, il est vital de porter l'attention sur l'importance croissante du rôle du contrôle interne au sein des organisations d'aujourd'hui, il permet à celui-ci de maîtriser son comportement et d'assurer la sécurité de ses membres.

Au cours de notre stage au sein de l'entreprise DANONE DJURDJURA, ce dernier nous a permis de mettre en application les connaissances acquises durant notre cycle d'études théoriques, pour bien comprendre l'organisation et le processus d'audit interne du cycle immobilisation.

A cet effet, notre questionnement de départ a été celui de savoir : quel est le processus d'audit interne des immobilisations chez DANONE DJURDJURA ?

Nous avons adopté des méthodes qualitatives comme méthode de recherche plus une étude de cas pratique chez l'entreprise DANONE DJURDJURA.

Dans cette étude quatre hypothèses de recherche sont examinées :

H1- L'audit interne demeure une fonction incontournable dans l'amélioration de la performance durable dans l'entreprise

H2- L'audit interne peut contribuer à rendre l'entreprise plus performante en évaluant son dispositif de contrôle interne

H3- La bonne conduite d'une mission d'audit interne assure la maîtrise des risques de l'entité.

H4- La performance d'une entreprise peut être accrue grâce au respect méticuleux des recommandations des auditeurs et au suivi permanent de celles-ci.

Cela nous permet de citer les résultats de recherche comme suit :

Conclusion générale

- Notre première constatation à travers notre étude, est que les entreprises algérienne donnent à la fonction de l'AI un rôle important dans la gestion de leurs affaires et surtout le cycle des immobilisations, et ce dans le but d'améliorer leurs performances et d'assurer la compétitivité ;
- L'appréciation du contrôle interne permet d'identifier les risques et les lacunes qui empêchent l'entité d'atteindre ses objectifs ;
- D'après l'analyse des dispositifs, il en ressort que l'audit est d'une importance capitale pour assurer la maîtrise des risques à travers leurs évaluations et les recommandations formulées ;
- la performance d'une entreprise peut se mesurer sous différents angles et ne se limite pas uniquement à sa dimension financière. Ainsi pour l'évaluer, il est nécessaire d'effectuer des mesures au niveau de toutes ses dimensions et s'appuyer sur ses facteurs déterminants pour l'améliorer.

À travers notre étude, on peut citer les résultats comme suit :

- Notre première constatation à travers notre étude, est que les entreprises algériennes donnent à la fonction de l'audit interne un rôle important dans la gestion de leurs affaires, et ce dans le but d'améliorer leurs performances et d'assurer la compétitivité ;
- L'appréciation du système de contrôle interne permet d'identifier les risques et les lacunes qui empêchent l'entité d'atteindre ses objectifs ;
- D'après l'analyse des dispositifs, il en ressort que l'audit est d'une importance capitale pour assurer la maîtrise des risques à travers leurs évaluations et les recommandations formulées ;
- la performance d'une entreprise peut se mesurer sous différents angles et ne se limite pas uniquement à sa dimension financière. Ainsi pour l'évaluer, il est nécessaire d'effectuer des mesures au niveau de toutes ses dimensions et s'appuyer sur ses facteurs déterminants pour l'améliorer.

En outre, les constats effectués et les recommandations émises visent généralement à corriger les manquements auxquels fait face l'entreprise. Leur prise en compte par les opérationnels permet également de réduire les risques potentiels susceptibles d'influencer la rentabilité de l'entreprise et donc de l'orienter vers la réalisation de ses objectifs.

Conclusion générale

Ce n'est que grâce à ces éléments de synthèse que le responsable pourra dégager des grands axes, les points forts comme les points faibles. Et finalement, ils lui permettront de mettre en place un plan d'action, car l'audit est un outil d'amélioration continue, prévu pour corriger les dysfonctionnements, trouver des actions palliatives, correctives ou encore pour encourager et diffuser les bonnes pratiques.

Du fait de la variété des domaines à couvrir et des missions à conduire, l'audit interne doit disposer d'une gamme de compétences toujours plus étendue. La formation permanente constitue un facteur clé de performance au plan individuel et collectif. Cependant, l'audit ne se fera pas tout seul ; il a besoin d'un bon contrôle interne appliqué par les dirigeants. Ce contrôle interne est un dispositif de la société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- Anglade, P.B Janichon, F, « *La pratique du contrôle interne* », Edition d'Organisation, Paris, 2002.
- Antoine Sardi. ; « *Audit et contrôle interne bancaires* » ; Edition AFGEE ; Paris ; 2002.
- Bale, « *Cadre d'évaluation des systèmes de contrôle interne* », comité de Bale sur le contrôle bancaire, janvier 1998.
- Barbier E., « *Mieux Piloter et mieux utiliser l'audit* », édition Amazon, France, 1998.
- BARRY, « *Audit Contrôle interne* », 2009.
- BERNARD, « *Audit comptable et financier* », 2^{ème} édition, 2008.
- BECOUR. J.C, Bouquin. H, « *Audit opérationnel* », Ed : Economica, 1996.
- Belaid Khayarallah; « *L'audit interne et l'approche de la dynamique de groupes* »; Edition Centre de Publication universitaire; Tunis ; 2005.
- Berne, « *Mise en place d'un système de contrôle interne (SCI)* », Contrôle fédéral des finances Suisse, 2007.
- BERTIN Elisabeth ; « *audit interne: enjeux et pratique à l'international* » ; Groupe EYROLLES, Edition d'organisation, 2007.
- Conseil national de la comptabilité, Manuel de comptabilité financière, Ed ENAG, 2013.
- Coopers&Lybrand ; « *La nouvelle pratique du contrôle interne* » ; Edition d'Organisation ; Paris ; 2ème tirage; 1994.
- Feghali.K., « *les technique et les procédures d'audit comptable et financier* », édition l'Haramattan, 2015, France.
- Hallépée D., « *Conduit et maîtrise de l'audit informatique – la méthode CMAI* », édition Amazon, France, 2012.
- IERSE (institut d'études et de recherche pour la sécurité des entreprises), Analyse et gestion des risques dans les grandes entreprises, Edition : CIGREF, 2007.
- Jacques Renard; « *Théorie et pratique de l'audit interne* »; Edition d'Organisation; Paris ; 7eme Ed; 2010.
- Jean-Guy Degos, « *Origine et histoire de la comptabilité française*», Ed : e-Theque, France, 2010.
- Kahn. J, « *Professional practice* », Etats Unis, 2003.
- KURIAN. T, « *Social audit* », Centre for Good Governance, Hyderabad, 2008.
- IFACI, PWC, Landwell; « *Le management des risques de l'entreprise* »; édition d'organisation, 2005.

Bibliographie

- Obert.R, « *le petit IFRS* », Ed : Dunod, 2012.
- Olivier Lemant ; «*La conduite d'une mission d'audit interne* » ; Edition DUNOD ; Paris ; 2ème Ed ; 1995.
- P. SCHICK , J.VERA, O.Bourrouilh.Perège, « *Audit interne et référentiel de risques* » ; édition DUNOD, Paris 2002.
- Pierre Vernimmen- Pascal Quiry- Yann Le Fur, « *Finance d'entreprise* », 16ème, éditions Dalloz Gestion, Paris ,2018 .
- Pierre-Bernard Anglade, Françoise Janichon, « *La pratique du contrôle interne* », Edition d'Organisation, Paris, 2002.
- Pricewaterhouse, IFACI, « *La pratique du Contrôle Interne* » édition d'organisation, Paris, 2004.
- Stéphanie THIERY-DBUISSON, « l'audit »; Ed : La Découverte, Paris, 2004, p54
- Synthèse de H.F.STELLER « *Audit, principes et Méthodes générales* » Edition Technico-Union 1974, P.11.
- VATIER.R, « *audit de la gestion sociale* », Edition d'organisation, 1988, P 04.
- Weher CP,Kagermann H, Kùting K, Kinny W, «*Internal Audit Handbook*» , Edition: Springer,2008, Berlin.
- ابن القيم الجوزية "الطرق الحكمية في السياسة الشرعية" دار الجيل / بيروت 1477 هـ

Articles périodique

Abderraouf Yaich, le cadre de management des risques de l'entreprise (COSO2) ; LA REVUE COMPTABLE ET FINANCIÈRE; N° 85 ; Troisième trimestre 2009.

- Manuel de comptabilité de l'ICCA pour le secteur public, chapitre « fondements conceptuels des états financiers », le 30 mars 2004.
- Note méthodologique de première application, Les actifs et passifs financiers.
- La loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, cadre réglementaire de l'audit interne en Algérie.

Articles universitaires

- Allel. H, « Contrôle interne et l'élaboration du bilan comptable », Office des publications universitaires, 1990.

Bibliographie

- Bertin. E, Godowski. C, « Interactions entre les acteurs du processus global d’audit et gouvernance de l’entreprise : une étude exploratoire, Université Montesquieu, Université Toulouse, France, 2010.
- David, « Nature des changements produits par une mission d’audit interne », Université of Toronto, 2001.
- Herrbach. O, « Le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d’audit financier : une approche par le contrat psychologique Université des sciences sociales de Toulouse, Thèse de Doctorat, 08 décembre 2000.
- NANTERME. J. F, « Gestion de la qualité : Audits internes et externes », Université Strasbourg.

Webographie

- http://www.ifaci.com/dl.php?table=bib_en_ligne&nom_file=prise_de_position___audit_interne_qualite__mai
- https://docs.ifaci.com/base_documentaire/prise-de-position-urbanisme-du-controle-interne/
- <https://docs.ifaci.com/category/> Référentiel intégré de contrôle interne ; 18/04/2014, page 20
- https://www.cigref.fr/cigref_publications/RapportsContainer/Parus2007/Analyse_et_gestion_des_risques_dans_les_grandes_entreprises_-_impacts_pour_la_DSI-rapport_2007_web.pdf
- https://www.cigref.fr/cigref_publications/RapportsContainer/Parus2007/Analyse_et_gestion_des_risques_dans_les_grandes_entreprises_-_impacts_pour_la_DSI-rapport_2007_web.pdf
- <https://www.joradp.dz/ftp/jo-francais/2009/f2009019.pdf>
- www.perso.menara.ma/encgm/public_html/audit.docAnnexes

Annexes

Annexes

Annexe 1 : Liste 1 de lot des PDR.



Annexes

Annexe 2 : Liste 2 de lot des PDR.



Annexes

Annexe 3 : fichier de Détail de décharge des équipements transférés en 2020 de l'usine de Blida vers Akbou.

N° Pos.	Date	Désignation Article / Equipement	Quantité	Transféré de	Vers	Responsable du Transfert	Le receptionniste	Commentaires
53	17/08/2020	POMPE A LOBES 20 000 FRISTAM F130L	1	BLIDA	RAMDY		BATOUCHE.YOUCEF	A TITRE DE PRÊT
60	03/09/2020	SKID PRE FILTRATION AIR 07 BARS DONALDSON	1	BLIDA	RAMDY		BATOUCHE.YOUCEF	A TITRE DE PRÊT
61	03/09/2020	SKID PRE FILTRATION VAPEUR DOMINICK HUNTER	1	BLIDA	RAMDY		BATOUCHE.YOUCEF	A TITRE DE PRÊT

Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction Générale ----- 01

Chapitre 1 : Généralités sur les immobilisations ----- 03

Introduction ----- 04

Section 1 : définitions----- 05

1.1. définition d'un actif ----- 05

1.2. définition d'un actif immobilisé ----- 05

1.3. Place du cycle immobilisation ----- 05

Section N° 2 : compositions de l'actif immobilisé ----- 07

2.1. Les immobilisations incorporelles ----- 07

2.1.1. Définition ----- 07

2.1.2. Typologie des immobilisations incorporelles----- 07

2.2. Immobilisations corporelles ----- 08

2.2.1. Définition ----- 08

2.2.2. Typologies des immobilisations corporelles----- 08

2.3. Les immobilisations financières ----- 09

2.3.1. Définition ----- 09

2.3.2. Typologies des immobilisations financières ----- 09

Section N° 3 : Les objectifs et la nécessité du cycle des immobilisations ----- 11

3.1. Les objectifs ----- 11

3.2. La nécessité----- 11

3.3. Les différents processus attachés au cycle immobilisation ----- 11

3.3.1. Acquisition ou amélioration des immobilisations----- 11

3.3.2. Maintenance et protection des immobilisations ----- 12

3.3.3. Opérations de désinvestissement et de mise au rebut ----- 12

3.3.4. Suivi des Immobilisations ----- 13

Section N° 4 : Les risques liés aux processus des immobilisations et les dispositifs de maîtrise --- 14

Chapitre 2 : fondements théorique sur l'audit interne ----- 20

Introduction ----- 21

Section 01 : Rappel sur le système de contrôle interne ----- 22

1.1. Définitions----- 22

Table des matières

1.1.1. Définition du référentiel COSO -----	22
1.1.2. Définition de l'institut français de l'audit et du contrôle interne-----	22
1.1.3. Définition de TURNBULL -----	22
1.1.4. Définition de CDR de l'AMF-----	23
1.2. Objectifs du contrôle interne-----	23
1.2.1. Les objectifs opérationnels -----	23
1.2.2. Objectifs financiers -----	24
1.2.3. Objectifs de conformité-----	24
1.3. Composantes du contrôle interne -----	24
1.3.1. Environnement de contrôle-----	25
1.3.2. Évaluation des risques -----	25
a. Objectifs-----	26
b. Identification des risques -----	26
c. Analyse des risques-----	26
d. Le traitement de risque-----	26
1.3.3. Activités du contrôle -----	26
1.3.4. Information et communication-----	27
1.3.5. Pilotage-----	27
a. Le pilotage courant -----	27
b. Les évaluations spécifiques -----	27
Section 02 : Le concept de risque -----	28
2.1. Définition du risque -----	28
2.2. Typologies des risques -----	28
Section 03 : L'audit interne -----	30
- Généralités sur la notion d'audit-----	30
3.1.1. Historique de l'audit-----	30
3.1.2. Définitions d'audit-----	31
3.1.3. Les typologies usuelles de l'audit -----	32
a. L'audit interne-----	32
b. L'audit externe -----	32
c. La différence entre l'audit interne et l'externe -----	32
3.2. L'audit interne-----	34
3.2.1. Définition -----	34
3.2.2. Les motifs de création de la fonction d'audit interne-----	34

Table des matières

a. La théorie des coûts de transaction-----	35
b. La théorie de l'agence et de la gouvernance de l'entreprise-----	35
3.2.3. Objectifs et types de l'audit interne -----	36
a. Objectifs -----	36
b. Types de l'audit interne -----	36
- Selon la nature de l'audit ou son objectif -----	36
- Selon le domaine concerné-----	37
- Selon le domaine d'intervention de l'auditeur -----	38
Chapitre 3 : la mission d'audit interne du cycle immobilisation -----	41
Introduction du chapitre -----	42
Section 1 : Démarches d'audit du cycle immobilisation -----	43
1.1. L'étude préliminaire -----	43
1.1.1. Lettre de mission -----	45
1.1.2. L'étape de familiarisation-----	45
a. L'identification et l'analyse des risques -----	46
b. Définition des objectifs-----	46
- Objectifs généraux -----	46
- Objectifs spécifiques -----	46
- Le champ d'action-----	46
1.2. Phase de réalisation -----	46
1.2.1. Réunion d'ouverture -----	47
1.2.2. Le questionnaire du contrôle interne -----	47
a. Narratifs ou ouverts -----	47
b. Fermés -----	47
1.2.3. Travail sur le terrain -----	47
1.3. Phase de conclusion-----	48
1.3.1. La feuille de test-----	48
2.2.5. La feuille d'observation -----	48
1.3.2. Rapport d'audit -----	48
Chapitre 4 : la mission d'audit interne des immobilisations chez Danone Djurdjura -----	49
Introduction -----	50
Section1 : Présentation de Danone Djurdjura -----	51
1.1. Historique -----	51
1.1.1. Groupe DANONE -----	51

Table des matières

1.1.2. Laiterie DANONE DJURDJURA -----	52
1.2. Les missions et les objectifs de l'entreprise-----	52
1.2.1. La mission de l'entreprise-----	52
1.2.2. Les objectifs de l'entreprise -----	52
1.2.3. Organisation et fonctionnement de DDA-----	52
1.2.4. Les missions de quelques directions de l'entreprise -----	52
a. Direction générale -----	52
b. Direction des achats -----	52
c. Direction marketing-----	52
d. Direction de supply-chain-----	53
Section 02 : La réalisation d'une mission d'audit interne des immobilisations chez DANONE DJURDJURA-----	55
2.1. Phase de préparation -----	55
2.1.1. Lettre de mission-----	55
2.1.2. tableau des risques-----	57
2.1.3. note d'orientation -----	58
2.1.4. programme de travail-----	61
2.2 Phase de réalisation -----	63
2.2.1. Réunion d'ouverture -----	63
2.2.2. Guide d'entretien et le questionnaire du contrôle interne-----	63
2.2.3. Travail sur le terrain-----	69
2.3. La phase de conclusion -----	70
2.3.1. Les feuilles de test -----	71
2.3.2. Les feuilles d'observations -----	74
Conclusion du chapitre -----	77
Conclusion générale -----	78
Bibliographie-----	82
Annexe -----	87
Résumé -----	89

AUDIT INTERNE DES IMMOBILISATIONS

Cas : Danone Djurdjura

Résumé :

Les immobilisations pouvant constituer souvent l'essentiel de l'actif restant un élément déterminant dans la formation de l'image fidele. Ils sont audités de manière particulièrement rigoureuse.

La procédure d'audit des immobilisations repose essentiellement sur les tests des mouvements des immobilisations (les tests d'acquisitions, de cessions et la réalisation par l'entreprise) de l'inventaire physique de ses immobilisations. Des travaux complémentaires ayant trait au respect du contrôle interne sont également effectués.

Mots clé : les immobilisations, l'audit, contrôle interne.

Abstract:

Fixed assets can often constitute the bulk of the assets remaining a determining element of the formation of the faithful image .they are audited in particularly regions manner .the fixed assets audit procedure is essentially based on the tests of the movement of fixed assets.

The tests of a questions and the realisation by the company of the material stock of its fixed assets. Additional work relating to compliance with internal control is also carried out.

Key words: fixed assets, audit, internal control.